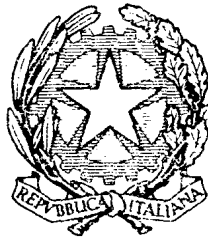
Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 49 del 24 febbraio 1976

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 24 febbraio 1976 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 30 ottobre 1975, n. 873.

Ratifica ed esecuzione della convenzione concernente le misure da adottare per interdire e impedire l'illecita importazione, esportazione e trasferimento di proprietà dei beni culturali, adottata a Parigi il 14 novembre 1970.

LEGGE 19 dicembre 1975, n. 874.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul commercio internazionale delle specie animali e vegetali in via di estinzione, firmata a Washington il 3 marzo 1973.

LEGGE 19 dicembre 1975, n. 875.

Accettazione ed esecuzione degli emendamenti alla convenzione del 12 maggio 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine, adottati a Londra il 12 e il 15 ottobre 1971.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 ottobre 1975, n. 873.

Ratifica ed esecuzione della convenzione concernente le misure da adottare per interdire e impedire la illecita importazione, esportazione e trasferimento di proprietà dei beni culturali, adottata a Parigi il 14 novembre 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione concernente le misure da adottare per interdire e impedire la illecita importazione, esportazione e trasferimento di proprietà dei beni culturali, adottata dalla conferenza generale dell'UNESCO a Parigi il 14 novembre 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 21 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 ottobre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — GUI — REALE — VISENTINI — COLOMBO — DE MITA — SPADOLINI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels

adoptée par la Conférence générale à sa seizième session
Paris, le 14 novembre 1970

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, du 12 octobre au 14 novembre 1970 en sa seizième session,

Rappelant l'importance des dispositions de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence générale à sa quatorzième session,

Considérant que l'échange de biens culturels entre nations à des fins scientifiques, culturelles et éducatives approfondit la connaissance de la civilisation humaine, enrichit la vie culturelle de tous les peuples et fait naître le respect et l'estime mutuels entre les nations,

Considérant que les biens culturels sont un des éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture des peuples, et qu'ils ne prennent leur valeur réelle que si leur origine, leur histoire et leur environnement sont connus avec la plus grande précision,

Considérant que chaque Etat a le devoir de protéger le patrimoine constitué par les biens culturels existant sur son territoire contre les dangers de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite,

Considérant que, pour parer à ces dangers, il est indispensable que chaque Etat prenne davantage conscience des obligations morales touchant au respect de son patrimoine culturel comme de celui de toutes les nations,

Considérant que les musées, les bibliothèques et les archives, en tant qu'institutions culturelles, doivent veiller à ce que la constitution de leurs collections soit fondée sur des principes moraux universellement reconnus,

Considérant que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels entravent la compréhension mutuelle des nations que l'Unesco a le devoir de favoriser, entre autres en recommandant aux Etats intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que, pour être efficace, la protection du patrimoine culturel doit être organisée tant sur le plan national qu'international et exige une étroite collaboration entre les Etats,

Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a déjà adopté, en 1964, une recommandation à cet effet,

Etant saisie de nouvelles propositions concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, question qui constitue le point 19 de l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé, lors de sa quinzième session, que cette question ferait l'objet d'une convention internationale, adopte, ce quatorzième jour de novembre 1970, la présente Convention.

ARTICLE PREMIER.

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme biens culturels les biens qui, à titre religieux ou profane, sont désignés par chaque Etat comme étant d'importance pour l'archéologie, la préhistoire, l'histoire, la littérature, l'art ou la science, et qui appartiennent aux catégories ci-après:

(*a*) collections et spécimens rares de zoologie, de botanique, de minéralogie et d'anatomie; objets présentant un intérêt paléontologique;

(*b*) les biens concernant l'histoire, y compris l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire militaire et sociale ainsi que la vie des dirigeants, penseurs, savants et artistes nationaux, et les événements d'importance nationale;

(*c*) le produit des fouilles archéologiques (régulières et clandestines) et des découvertes archéologiques;

(*d*) les éléments provenant du démembrement de monuments artistiques ou historiques et des sites archéologiques;

(*e*) objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge, tels que inscriptions, monnaies et sceaux gravés;

(*f*) le matériel ethnologique;

(*g*) les biens d'intérêt artistique tels que:

(i) tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main sur tout support et en toutes matières (à l'exclusion des dessins industriels et des articles manufacturés décorés à la main);

(ii) productions originales de l'art statuaire et de la sculpture, en toutes matières;

(iii) gravures, estampes et lithographies originales;

(iv) assemblages et montages artistiques originaux, en toutes matières;

(*h*) manuscrits rares et incunables, livres, documents et publications anciens d'intérêt spécial (historique, artistique, scientifique, littéraire, etc.) isolés ou en collections;

(*i*) timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, isolés ou en collections;

(*j*) archives, y compris les archives phonographiques, photographiques et cinématographiques;

(*k*) objets d'ameublement ayant plus de cent ans d'âge et instruments de musique anciens.

ARTICLE 2.

1) Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels constituent l'une des causes principales de l'appauvrissement du patrimoine culturel des pays d'origine de ces biens, et qu'une collaboration internationale constitue l'un des moyens les plus efficaces de protéger leurs biens culturels respectifs contre tous les dangers qui en sont les conséquences.

2) A cette fin, les Etats parties s'engagent à combattre ces pratiques par les moyens dont ils disposent, notamment en supprimant leurs causes, en arrêtant leur cours et en aidant à effectuer les réparations qui s'imposent.

ARTICLE 3.

Sont illicites l'importation, l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels, effectués contrairement aux dispositions prises par les Etats parties en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 4.

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'aux fins de ladite convention, les biens culturels appartenant aux catégories ci-après font partie du patrimoine culturel de chaque Etat:

(*a*) biens culturels nés du génie individuel ou collectif de ressortissants de l'Etat considéré et biens culturels importants pour l'Etat considéré, créés sur le territoire de cet Etat par des ressortissants étrangers ou par des apatrides résidant sur ce territoire;

(*b*) biens culturels trouvés sur le territoire national;

(*c*) biens culturels acquis par des missions archéologiques, ethnologiques ou de sciences naturelles, avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens;

(*d*) biens culturels ayant fait l'objet d'échanges librement consentis;

(*e*) biens culturels reçus à titre gratuit ou achetés légalement avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens.

ARTICLE 5.

Afin d'assurer la protection de leurs biens culturels contre l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites, les Etats parties à la présente Convention s'engagent dans les conditions appropriées à chaque pays à instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas déjà, un ou plusieurs services de protection du patrimoine culturel dotés d'un personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer de manière efficace les fonctions énumérées ci-dessous:

(*a*) contribuer à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en vue de permettre la protection du patrimoine culturel, et notamment la répression des importations, exportations et transferts de propriété illicites des biens culturels importants;

(*b*) établir et tenir à jour, sur la base d'un inventaire national de protection, la liste des biens culturels importants, publics et privés, dont l'exportation constituerait un appauvrissement sensible du patrimoine culturel national;

(*c*) promouvoir le développement ou la création des institutions scientifiques et techniques (musées, bibliothèques, archives, laboratoires, ateliers, etc.) nécessaires pour assurer la conservation et la mise en valeur des biens culturels;

(*d*) organiser le contrôle des fouilles archéologiques, assurer la conservation *in situ* de certains biens culturels et protéger certaines zones réservées à des recherches archéologiques futures;

(*e*) établir, à l'intention des personnes intéressées (conservateurs, collectionneurs, antiquaires, etc.), des règles conformes aux principes éthiques formulés dans la présente Convention et veiller au respect de ces règles;

(*f*) exercer une action éducative afin d'éveiller et de développer le respect du patrimoine culturel de tous les Etats et diffuser largement la connaissance des dispositions de la présente Convention;

(*g*) veiller à ce qu'une publicité appropriée soit donnée à tout cas de disparition d'un bien culturel.

ARTICLE 6.

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent:

(*a*) à instituer un certificat approprié par lequel l'Etat exportateur spécifierait que l'exportation du ou des biens culturels visés est autorisée par lui, ce certificat devant accompagner le ou les biens culturels régulièrement exportés;

(*b*) à interdire la sortie de leur territoire des biens culturels non accompagnés du certificat d'exportation visé ci-dessus;

(*c*) à porter de façon appropriée cette interdiction à la connaissance du public, et en particulier des personnes qui pourraient exporter ou importer des biens culturels.

ARTICLE 7.

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent:

(*a*) à prendre toutes les mesures nécessaires, conformes à la législation nationale, pour empêcher l'acquisition, par les musées et autres institutions similaires situés sur leur territoire, de biens culturels en provenance d'un autre Etat partie à la Convention, biens qui auraient été exportés illicitement aprés l'entrée en vigueur de la Convention; dans la mesure du possible, à informer l'Etat d'origine, partie à la présente Convention, des offres de tels biens culturels sortis illicitement du territoire de cet Etat après l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'égard des deux Etats en cause;

(*b*) (i) à interdire l'importation des biens culturels volés dans un musée ou un monument public civil ou religieux, ou une institution similaire, situés sur le territoire d'un autre Etat partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard des Etats en question, à condition qu'il soit prouvé que ce ou ces biens font partie de l'inventaire de cette institution;

(ii) à prendre des mesures appropriées pour saisir et restituer à la requête de l'Etat d'origine partie à la Convention tout bien culturel ainsi volé et importé après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard des deux Etats concernés, à condition que l'Etat requérant verse une indemnité équitable à la personne qui est acquéreur de bonne foi au qui détient légalement la propriété de ce bien. Les requêtes de saisie et de restitution doivent être adressées à l'Etat requis par la voie diplomatique. L'Etat requérant est tenu de fournir, à ses frais, tout moyen de preuve nécessaire pour justifier sa requête de saisie et de restitution. Les Etats parties s'abstiennent de frapper de droits de douane ou d'autres charges les biens culturels restitués en conformité avec le présent article. Toutes les dépenses afférentes à la restitution du ou des biens culturels en question sont à la charge de l'Etat requérant.

ARTICLE 8.

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à frapper de sanctions pénales ou administratives toute personne responsable d'une infraction aux interdictions prévues aux articles 6 (*b*) et 7 (*b*) ci-dessus.

ARTICLE 9.

Tout Etat partie à la présente Convention et dont le patrimoine culturel est mis en danger par certains pillages archéologiques ou ethnologiques peut faire appel aux Etats qui sont concernés. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à participer à toute opération internationale concertée dans ces circonstances, en vue de déterminer et d'appliquer les mesures concrètes nécessaires, y compris le contrôle de l'exportation, de l'importation et du commerce international des biens culturels spécifiques concernés. En attendant un accord, chaque Etat concerné prendra, dans la mesure du possible, des dispositions provisoires pour prévenir un dommage irrémédiable au patrimoine culturel de l'Etat demandeur.

ARTICLE 10.

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent:

(*a*) à restreindre par l'éducation, l'information et la vigilance, les transferts de biens culturels illégalement enlevés de tout Etat partie à la présente Convention et, dans les conditions appropriées à chaque pays, à obliger, sous peine de sanctions pénales ou administratives, les antiquaires à tenir un registre mentionnant la provenance de chaque bien culturel, le nom et l'adresse du fournisseur, la description et le prix de chaque bien vendu, ainsi qu'à informer l'acheteur du bien culturel de l'interdiction d'exportation dont ce bien peut être l'objet;

(*b*) à s'efforcer, par l'education, de créer et de développer dans le public le sentiment de la valeur des biens culturels et du danger que le vol, les fouilles clandestines et les exportations illicites représentent pour le patrimoine culturel.

ARTICLE 11.

Sont considérés comme illicites l'exportation et le transfert de propriété forcés de biens culturels résultant directement ou indirectement de l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.

ARTICLE 12.

Les Etats parties à la présente Convention respecteront le patrimoine culturel dans les territoires dont ils assurent les relations internationales et prendront les mesures appropriées pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels dans ces territoires.

ARTICLE 13.

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent par ailleurs dans le cadre de la législation de chaque Etat:

(*a*) à empêcher, par tous moyens appropriés, les transferts de propriété de biens culturels tendant à favoriser l'importation ou l'exportation illicites de ces biens;

(*b*) à faire en sorte que leurs services compétents collaborent en vue de faciliter la restitution, à qui de droit, dans les délais les plus rapides des biens culturels exportés illicitement;

(*c*) à admettre une action de revendication de biens culturels perdus ou volés exercée par le propriétaire légitime ou en son nom;

(*d*) à reconnaître, en outre, le droit imprescriptible de chaque Ela partie à la présente Convention, de classer et déclarer inaliénables certains biens culturels qui, de ce fait, ne doivent pas être exportés, et à faciliter la récupération par l'Etat intéressé de tels biens au cas où ils auraient été exportés.

ARTICLE 14.

Pour prévenir les exportations illicites et faire face aux obligations qu'entraîne l'exécution des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie à ladite Convention devra, dans la mesure de ses moyens, doter les services nationaux de protection du patrimoine culturel d'un budget suffisant et, si nécessaire, pourra créer un fonds à cette fin.

ARTICLE 15.

Rien, dans la présente Convention, n'empêche les Etats qui y sont parties de conclure entre eux des accords particuliers ou de poursuivre la mise à exécution des accords déjà conclus concernant la restitution de biens culturels sortis de leur territoire d'origine, pour quelque raison que ce soit, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats intéressés.

ARTICLE 16.

Les Etats parties à la présente Convention indiqueront dans des rapports périodiques qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la présente Convention, ainsi que des précisions sur l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

ARTICLE 17.

1) Les Etats parties à la présente Convention peuvent faire appel au concours technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, notamment en ce qui concerne:

(*a*) l'information et l'éducation;
(*b*) la consultation et l'expertise;
(*c*) la coordination et les bons offices.

2) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, de sa propre initiative, entreprendre des recherches et publier des études sur les problèmes relatifs à la circulation illicite des biens culturels.

3) A cette fin, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut également recourir à la coopération de toute organisation non gouvernementale compétente.

4) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture est habilitée à faire, de sa propre initiative, des propositions aux Etats parties en vue de la mise en oeuvre de la présente Convention.

5) A la demande d'au moins deux Etats parties à la présente Convention qu'oppose un différend relatif à la mise en oeuvre de celle-ci, l'Unesco peut offrir ses bons offices afin d'arriver à un accord entre eux.

ARTICLE 18.

La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

ARTICLE 19.

1) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2) Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 20.

1) La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation.

2) L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 21.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectif de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

ARTICLE 22.

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que celle-ci est applicable non seulement à leurs territoires métropolitains mais aussi aux territoires dont ils assurent les relations internationales; ils s'engagent à consulter, si nécessaire, les gouvernements ou autres autorités compétentes desdits territoires, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion ou, auparavant, en vue d'obtenir l'application de la Convention à ces territoires, ainsi qu'à notifier au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les territoires auxquels la Convention s'appliquera, cette ratification devant prendre effet trois mois après la date de sa réception.

ARTICLE 23.

1) Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont il assure les relations internationales.

2) La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3) La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation.

ARTICLE 24.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 20, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 19 et 20, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 22 et 23.

ARTICLE 25.

1) La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2) Au cas où la Conférence generale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

ARTICLE 26.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce dix-septième jour de novembre 1970, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa seizième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 19 et 20 ainsi qu'a l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa seizième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le quatorzième jour de novembre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leur signature, ce dix-septiéme jour de novembre 1970.

Le Président de la Conférence générale
ATILIO DELL'ORO MAINI

Le Directeur général
RÉNÉ MAHEU

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

Convenzione concernente le misure da adottare per interdire e impedire l'illecita importazione, esportazione e trasferimento di proprietà dei beni culturali

adottata dalla Conferenza generale nella sua sedicesima sessione
Parigi, 14 novembre 1970

La Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura, riunitasi a Parigi dal 12 ottobre al 14 novembre 1970 nella sua sedicesima sessione,

Ricordando l'importanza delle disposizioni della Dichiarazione dei principii della cooperazione culturale internazionale adottata dalla Conferenza Generale nella sua quattordicesima sessione,

Considerando che lo scambio dei beni culturali tra le nazioni con fini scientifici, culturali ed educativi approfondisce la conoscenza della civilizzazione umana, arricchisce la vita culturale di tutti i popoli e fa nascere il rispetto e la stima reciproci fra le nazioni,

Considerando che i beni culturali sono uno degli elementi fondamentali della civilizzazione e della cultura dei popoli e che essi assumono il loro valore reale solo se sono conosciuti con la più grande precisione la loro origine, la loro storia e il loro ambiente,

Considerando che ciascuno Stato ha il dovere di proteggere il patrimonio costituito dai beni culturali esistenti sul proprio territorio contro i pericoli di furto, di scavi clandestini e esportazione illecita,

Considerando che, per evitare tali pericoli è indispensabile che ciascuno Stato prenda maggiormente coscienza degli obblighi morali inerenti al rispetto del proprio patrimonio culturale nonché di quello di tutte le nazioni,

Considerando che i musei, le biblioteche e gli archivi, in quanto istituzioni culturali, devono vigilare affinché la costituzione delle loro collezioni sia fondata su principi morali universalmente riconosciuti,

Considerando che l'importazione, l'esportazione e il trasferimento illeciti di proprietà di beni culturali recano danno alla comprensione reciproca tra le nazioni che l'UNESCO ha il dovere di favorire, raccomandando tra l'altro agli Stati interessati convenzioni internazionali a tale scopo,

Considerando che per essere efficace la protezione del patrimonio culturale deve essere organizzata sia sul piano nazionale sia sul piano internazionale ed esige una stretta collaborazione tra gli Stati,

Considerando che la Conferenza generale dell'UNESCO ha già adottato nel 1964 una raccomandazione a tale scopo,

Avendo ricevuto nuove proposte concernenti le misure da adottare per impedire e prevenire l'importazione, l'esportazione e il trasferimento illeciti di proprietà di beni culturali, questione che costituisce il punto 19 dell'ordine del giorno della sessione,

Dopo avere deciso nella sua quindicesima sessione, che tale questione farà oggetto di una convenzione internazionale, adotta, il quattordici novembre 1970, la presente Convenzione.

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione vengono considerati beni culturali i beni che, a titolo religioso o profano, sono designati da ciascuno Stato come importanti per l'archeologia, la preistoria, la storia, la letteratura, l'arte o la scienza e che appartengono alle categorie indicate qui di seguito:

(*a*) collezioni ed esemplari rari di flora e fauna, di mineralogia e di anatomia; oggetti che rappresentino un interesse paleontologico;

(*b*) i beni riguardanti la storia, ivi compresa la storia della scienza e della tecnica, la storia militare e sociale nonché la vita dei *leaders*, dei pensatori, degli scienziati e degli artisti nazionali e gli avvenimenti di importanza nazionale;

(*c*) il prodotto di scavi archeologici (regolari e clandestini) e di scoperte archeologiche;

(*d*) gli elementi provenienti dallo smembramento di monumenti artistici o storici e da luoghi archeologici;

(*e*) oggetti d'antiquariato che abbiano più di cento anni quali le iscrizioni, le monete e i sigilli incisi;

(*f*) materiale etnologico;

(*g*) i beni d'interesse artistico quali:

(i) quadri, pitture e disegni fatti interamente a mano su qualsiasi supporto e con qualsiasi materiale (esclusi i disegni industriali e i prodotti manufatti decorati a mano);

(ii) opere originali di arte statuaria e di scultura in qualunque materiale;

(iii) incisioni, stampe e litografie originali;

(iv) assemblaggi e montaggi artistici originali, in qualunque materiale;

(*h*) manoscritti rari e incunaboli, libri, documenti e pubblicazioni antichi d'interesse particolare (storico, artistico, scientifico, letterario, ecc.) isolati o in collezioni;

(*i*) francobolli, marche da bollo e simili, isolati o in collezione;

(*j*) archivi, compresi gli archivi fonografici, fotografici e cinematografici;

(*k*) oggetti di mobilia aventi più di cento anni e strumenti musicali antichi.

ARTICOLO 2.

1) Gli Stati parti della presente Convenzione riconoscono che l'importazione, l'esportazione e il trasferimento illeciti di proprietà di beni culturali costituiscono una delle cause principali di impoverimento del patrimonio culturale dei paesi d'origine di questi beni e che una collaborazione internazionale costituisce uno dei mezzi più efficaci per proteggere i rispettivi beni culturali contro tutti i pericoli che ne sono le conseguenze.

2) A tale scopo. gli Stati partecipanti s'impegnano a combattere tali pratiche con i mezzi di cui dispongono, in particolare sopprimendo le cause, interrompendo il loro svolgersi e aiutando ad effettuare le necessarie riparazioni.

ARTICOLO 3.

Sono considerati illeciti l'importazione, l'esportazione e il trasferimento di proprietà di beni culturali effettuati in contrasto con le disposizioni adottate dagli Stati partecipanti in virtù della presente Convenzione.

ARTICOLO 4.

Gli Stati parti della Convenzione riconoscono che ai fini della medesima i beni culturali appartenenti alle categorie indicate qui di seguito fanno parte del patrimonio culturale di ciascuno Stato:

(*a*) beni culturali creati dal genio individuale o collettivo di cittadini dello Stato considerato e beni culturali importanti per lo Stato considerato, creati sul territorio di tale Stato da cittadini stranieri o da apolidi residenti su tale territorio;

(*b*) beni culturali trovati sul territorio nazionale;

(*c*) beni culturali acquisiti da missioni archeologiche, etnologiche o di scienze naturali, con il consenso delle autorità competenti del paese di origine di tali beni;

(*d*) beni culturali formanti oggetto di scambi liberamente consentiti;

(*e*) beni culturali ricevuti a titolo gratuito o acquistati legalmente con l'assenso delle autorità competenti del paese di origine di tali beni.

ARTICOLO 5.

Ai fini di assicurare la protezione dei propri beni culturali contro l'importazione, l'esportazione e la trasmissione di proprietà illecite, gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano ad istituire sul proprio territorio, tenendo conto delle condizioni di ciascun paese, uno o più servizi nazionali di tutela del patrimonio culturale, ove tali servizi non siano già stati creati, dotati di personale qualificato e in numero sufficiente per assicurare in maniera efficace le funzioni qui di seguito elencate:

(*a*) contribuire all'elaborazione di progetti di testi legislativi e regolamentari al fine di consentire la protezione del patrimonio culturale e in particolare la repressione delle importazioni, esportazioni e trasferimenti di proprietà illecite di beni culturali importanti;

(*b*) costituire e tenere aggiornato sulla base di un inventario nazionale di protezione, la lista dei beni culturali importanti pubblici e privati, la cui esportazione costituirebbe un impoverimento sensibile del patrimonio culturale nazionale;

(*c*) promuovere lo sviluppo o la creazione di istituzioni scientifiche e tecniche (musei, biblioteche, archivi, laboratori, *ateliers*, ecc.) necessari per assicurare la conservazione e la valorizzazione dei beni culturali;

(*d*) organizzare il controllo degli scavi archeologici, assicurare la conservazione *in situ* di alcuni beni culturali e tutelare alcune zone riservate a future ricerche archeologiche;

(*e*) stabilire, nei confronti di persone interessate (direttori di musei, collezionisti, antiquari, ecc.), regole conformi ai principii etici formulati nella presente Convenzione e vigilare per il rispetto di tali regole;

(*f*) esercitare un'azione educativa al fine di risvegliare e sviluppare il rispetto verso il patrimonio culturale di tutti gli Stati e diffondere largamente la conoscenza delle disposizioni della presente Convenzione;

(*g*) vigilare affinché un'appropriata pubblicità venga data ad ogni caso di sparizione di un bene culturale.

ARTICOLO 6.

Gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano:

(*a*) a istituire un certificato appropriato mediante il quale lo Stato esportatore specifica che l'esportazione del o dei beni culturali in questione è autorizzata. Tale certificato deve accompagnare il o i beni culturali regolarmente esportati;

(*b*) a proibire l'esportazione dal proprio territorio dei beni culturali non accompagnati dal certificato di esportazione sopra menzionato;

(*c*) a portare in modo appropriato a conoscenza del pubblico questa proibizione, e in particolare a conoscenza di quelle persone che potrebbero esportare o importare beni culturali.

ARTICOLO 7.

Gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano:

(*a*) ad adottare tutte le misure necessarie, in conformità con la legislazione nazionale, per impedire l'acquisizione, da parte di musei e altre istituzioni similari dislocate sul proprio territorio, di beni culturali provenienti da un altro Stato parte della Convenzione, beni che sono stati esportati illecitamente dopo l'entrata in vigore della Convenzione; a informare, nella misura del possibile, lo Stato d'origine parte della presente Convenzione delle offerte di tali beni culturali esportati illecitamente dal territorio di tale Stato dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti dei due Stati in questione;

(*b*) (i) a proibire l'importazione dei beni culturali rubati in un museo o in un monumento pubblico civile o religioso, o in una istituzione similare, situati sul territorio di un altro Stato parte della presente Convenzione dopo l'entrata in vigore di quest'ultima nei confronti degli Stati in questione, a condizione che venga provato che tale o tali beni fanno parte dell'inventario di tale istituzione;

(ii) ad adottare misure appropriate per recuperare e restituire su richiesta dello Stato d'origine parte della Convenzione qualsiasi bene culturale rubato e importato in tal modo dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti degli Stati interessati, a condizione che lo Stato richiedente versi un equo indennizzo alla persona acquirente in buona fede o che detiene legalmente la proprietà di tale bene. Le richieste di recupero e di restituzione vanno indirizzate allo Stato richiesto per via diplomatica. Lo Stato richiedente è tenuto a fornire a sue spese ogni mezzo di prova necessaria per giustificare la sua richiesta di recupero e di restituzione. Gli Stati parti si astengono dall'imporre diritti di dogana o altre tasse sui beni culturali restituiti in conformità con il presente articolo. Tutte le spese relative alla restituzione del o dei beni culturali in questione sono a carico dello Stato richiedente.

ARTICOLO 8.

Gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano a imporre sanzioni penali o amministrative a qualsiasi persona responsabile di una infrazione ai divieti previsti negli articoli 6 (*b*) e 7 (*b*) di cui sopra.

ARTICOLO 9.

Ciascuno Stato parte della presente Convenzione e il cui patrimonio culturale è messo in pericolo da taluni saccheggi archeologici o etnologici può appellarsi agli Stati che ne sono interessati. Gli Stati parti alla presente Convenzione s'impegnano a partecipare ad ogni operazione internazionale concertata in queste circostanze al fine di determinare e di applicare le misure concrete necessarie, ivi compreso il controllo dell'esportazione, dell'importazione e del commercio internazionale dei beni culturali specificamente considerati. In attesa di un accordo ciascuno Stato interessato adotterà, nella misura del possibile, disposizioni provvisorie al fine di prevenire un danno irrimediabile per il patrimonio culturale dello Stato ricevente.

ARTICOLO 10.

Gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano:

(*a*) a ridurre mediante l'educazione, l'informazione e la vigilanza, il trasferimento di beni culturali illegalmente prelevati da qualsiasi Stato parte della presente Convenzione e, nei modi adatti a ciascun paese, a obbligare, sotto pena di sanzioni penali o amministrative, gli antiquari a tenere un registro che menzioni la provenienza di ciascun bene culturale, il nome e l'indirizzo del produttore, la descrizione e il prezzo di ciascun bene venduto, nonché a informare l'acquirente del bene culturale del divieto di esportazione di cui tale bene può essere oggetto;

(*b*) a fare ogni sforzo, per mezzo dell'educazione, per creare e sviluppare nel pubblico il sentimento del valore dei beni culturali e del pericolo che il furto, gli scavi clandestini e le esportazioni illecite rappresentano per il patrimonio culturale.

ARTICOLO 11.

Vengono considerate come illecite la esportazione e il trasferimento di proprietà indebita di beni culturali risultante direttamente o indirettamente dall'occupazione di un paese da parte di una potenza straniera.

ARTICOLO 12.

Gli Stati parti della presente Convenzione rispetteranno il patrimonio culturale nei territori di cui assicurano le relazioni internazionali e adotteranno le misure atte ad impedire e prevenire l'importazione, l'esportazione e il trasferimento di proprietà illecite di beni culturali in questi territori.

ARTICOLO 13.

Gli Stati parti della presente Convenzione s'impegnano inoltre, nel quadro della legislazione di ciascuno Stato:

(*a*) a impedire con tutti i mezzi adeguati, i trasferimenti di proprietà di beni culturali diretti a favorire l'importazione o l'esportazione illecite di tali beni;

(*b*) a fare in modo che i propri servizi competenti collaborino al fine di facilitare la restituzione, a chi di diritto, nello spazio di tempo più rapido, dei beni culturali esportati illecitamente;

(*c*) a consentire un'azione di rivendicazione dei beni culturali perduti o rubati esercitata dal proprietario legittimo o in suo nome;

(*d*) a riconoscere inoltre, il diritto imprescindibile di ciascuno Stato parte della presente Convenzione, di classificare e dichiarare inalienabili alcuni beni culturali che per questo motivo non devono essere esportati, e a facilitare il recupero di tali beni da parte dello Stato interessato nel caso in cui essi siano stati esportati.

ARTICOLO 14.

Per prevenire le esportazioni illecite e far fronte agli obblighi comportati dall'esecuzione delle disposizioni della presente Convenzione, ciascuno Stato parte di detta Convenzione dovrà, in base alle proprie possibilità, dotare i servizi nazionali di protezione del patrimonio culturale di un bilancio sufficiente e, se necessario, potrà creare un fondo a tal fine.

ARTICOLO 15.

La presente Convenzione non impedisce in alcun modo agli Stati parti di concludere tra di essi accordi particolari o di proseguire l'esecuzione di accordi già conclusi, concernenti la restituzione di beni culturali esportati per qualche motivo dal loro territorio di origine, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione per gli Stati interessati.

ARTICOLO 16.

Gli Stati parti della presente Convenzione comunicheranno nei rapporti periodici che presenteranno alla Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, nei termini e nella forma determinati, le disposizioni legislative e regolamentari e le altre misure che avranno adottato per l'applicazione della presente Convenzione, con precisazioni circa l'esperienza da essi acquisita in questo campo.

ARTICOLO 17.

1) Gli Stati parti della presente Convenzione possono fare appello al concorso tecnico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, in particolare per quanto concerne:

(*a*) l'informazione e l'educazione;

(*b*) la consultazione e la perizia di esperti;

(*c*) il coordinamento e i buoni uffici.

2) L'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura può di propria iniziativa intraprendere ricerche e pubblicare studi sui problemi relativi alla circolazione illecita di beni culturali.

3) A tale scopo l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura può egualmente ricorrere alla cooperazione di qualsiasi organizzazione non governativa competente.

4) L'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura potrà, di propria iniziativa, fare proposte agli Stati parte, per l'applicazione della presente Convenzione.

5) Su richiesta di almeno due Stati parte della presente Convenzione, fra i quali è sorta una controversia relativamente alla sua applicazione, l'UNESCO può offrire i suoi buoni uffici per il raggiungimento di un accordo tra di essi.

ARTICOLO 18.

La presente Convenzione è redatta in inglese, spagnolo, francese e russo, i quattro testi facenti egualmente fede.

ARTICOLO 19.

1) La presente Convenzione è soggetta alla ratifica o all'accettazione degli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, conformemente alle rispettive procedure costituzionali.

2) Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

ARTICOLO 20.

1) La presente Convenzione è aperta all'adesione di qualsiasi Stato non membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, invitato ad aderirvi dal Consiglio Esecutivo dell'Organizzazione.

2) L'adesione verrà effettuata mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

ARTICOLO 21.

La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o d'adesione, ma unicamente nei confronti degli Stati che avranno depositato i rispettivi strumenti di ratifica, d'accettazione o d'adesione in tale data o anteriormente. Per ciascuno degli altri Stati, entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del rispettivo strumento di ratifica, accettazione o adesione.

ARTICOLO 22.

Gli Stati parti della presente Convenzione riconoscono che la sua validità si estende non solo ai loro territori metropolitani, ma anche ai territori per le cui relazioni internazionali essi sono responsabili; essi si impegnano a consultare, se necessario, i governi o le altre autorità competenti di detti territori al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'adesione

o in precedenza, al fine di ottenere l'applicazione della Convenzione a tali territori, nonché a notificare al Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, i territori ai quali la Convenzione verrà applicata. Tale ratifica entrerà in vigore tre mesi dopo la data della sua ricezione.

ARTICOLO 23.

1) Ciascuno degli Stati parti della presente Convenzione avrà la facoltà di denunciare la presente Convenzione in nome proprio oppure in nome di tutto il territorio per le cui relazioni internazionali è responsabile.

2) La denuncia sarà notificata mediante uno strumento scritto depositato presso il Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

3) La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la ricezione dello strumento di denuncia.

ARTICOLO 24.

Il Direttore Generale delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura informerà gli Stati membri dell'Organizzazione, gli Stati non membri previsti dall'articolo 20, nonché l'Organizzazione delle Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica, accettazione o adesione menzionati negli articoli 19 e 20, come pure delle notifiche e delle denunce rispettivamente previste dagli articoli 22 e 23.

ARTICOLO 25.

1) La presente Convenzione potrà essere riveduta dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura. La revisione obbligherà pertanto solo gli Stati che diventeranno parte della Convenzione revisionata.

2) Nel caso in cui la Conferenza Generale adotti una nuova Convenzione che comporti una revisione totale o parziale della presente Convenzione e, a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica, all'accettazione o all'adesione, a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione revisionata.

ARTICOLO 26.

Conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite su richiesta del Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

Fatto a Parigi, il diciassette novembre 1970, in due esemplari autentici, recanti la firma del Presidente della Conferenza Generale riunita nella sua sedicesima sessione e del Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, che saranno depositati presso gli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'edu-

cazione, la scienza e la cultura, e le cui copie certificate conformi verranno inviate a tutti gli Stati previsti dagli articoli 19 e 20 e all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottato dalla Conferenza Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura nel corso della sua sedicesima sessione, che si è svolta a Parigi e che è stata dichiarata chiusa il quattordici novembre 1970.

IN FEDE DI CHE hanno firmato il diciassette novembre 1970.

(Seguono le firme)

LEGGE 19 dicembre 1975, n. **874.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul commercio internazionale delle specie animali e vegetali in via di estinzione, firmata a Washington il 3 marzo 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul commercio internazionale delle specie animali e vegetali in via di estinzione, firmata a Washington il 3 marzo 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XXII della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 dicembre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — MARCORA — GIOIA — DE MITA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

CONVENTION

on international trade in endangered species of wild fauna and flora

The Contracting States,

Recognizing that wild fauna and flora in their many beautiful and varied forms are an irreplaceable part of the natural systems of the earth which must be protected for this and the generations to come;

Conscious of the ever-growing value of wild fauna and flora from aesthetic, scientific, cultural, recreational and economic points of view;

Recognizing that peoples and States are and should be the best protectors of their own wild fauna and flora;

Recognizing, in addition, that international cooperation is essential for the protection of certain species of wild fauna and flora against overexploitation through international trade;

Convinced of the urgency of taking appropriate measures to this end;

Have Agreed as follows:

Article I

Definitions.

For the purpose of the present Convention, unless the context otherwise requires:

(*a*) « Species » means any species, subspecies, or geographically separate population thereof;

(*b*) « Specimen » means:

- (i) any animal or plant, whether alive or dead;
- (ii) in the case of an animal: for species included in Appendices I and II, any readily recognizable part or derivative thereof; and for species included in Appendix III, any readily recognizable part or derivative thereof specified in Appendix III in relation to the species; and
- (iii) in the case of a plant: for species included in Appendix I, any readily recognizable part or derivative thereof; and for species included in Appendices II and III, any readily recognizable part or derivative thereof specified in Appendices II and III in relation to the species;

(*c*) « Trade » means export, re-export, import and introduction from the sea;

(*d*) « Re-export » means export of any specimen that has previously been imported;

(*e*) « Introduction from the sea » means transportation into a State of specimens of any species which were taken in the marine environment not under the jurisdiction of any State;

(*f*) « Scientific Authority » means a national scientific authority designated in accordance with Article IX;

(*g*) « Management Authority » means a national management authority designated in accordance with Article IX;

(*h*) « Party » means a State for which the present Convention has entered into force.

ARTICLE II

Fundamental Principles.

1. Appendix I shall include all species threatened with extinction which are on may be affected by trade. Trade in specimens of these species must be subject to particulary strict regulation in order not endanger further their survival and must only be authorized in exceptional circumstances.

2. Appendix II shall include:

(*a*) all species which although not necessarily now threatened with extinction may become so unless trade in specimens of such species is subject to strict regulation in order to avoid utilization incompatible with their survival; and

(*b*) other species which must be subject to regulation in order that trade in specimens of certain species referred to in sub-paragraph (*a*) of this paragraph may be brought under effective control.

3. Appendix III shall include all species which any Party identifies as being subject to regulation within its jurisdiction for the purpose of preventing or restricting exploitation, and as needing the cooperation of other parties in the control of trade.

4. The Parties shall not allow trade in specimens of species included in Appendices I, II and III except in accordance with the provisions of the present Convention.

ARTICLE III

Regulation of Trade in Specimens of Species included in Appendix I.

1. All trade in specimens of species included in Appendix I shall be in accordance with the provisions of this Article.

2. The export of any specimen of a species included in Appendix I shall require the prior grant and presentation of an export permit. An export permit shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Scientific Authority of the State of export has advised that such export will not be detrimental to the survival of that species;

(*b*) a Management Authority of the State of export is satisfied that the specimen was not obtained in contravention of the laws of that State for the protection of fauna and flora;

(*c*) a Management Authority of the State of export is satisfied that any living specimen will be so prepared and shipped as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment; and

(*d*) a Management Authority of the State of export is satisfied that an import permit has been granted for the specimen.

3. Import of any specimen of a species included in Appendix I shall require prior grant and presentation of an import permit and either an export permit or a re-export certificate. An import permit shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Scientific Authority of the State of import has advised that the import will be for purposes which are not detrimental to the survival of the species involved;

(*b*) a Scientific Authority of the State of import il satisfied that the proposed recipient of a living specimen il suitably equipped to house and care for it; and

(*c*) a Management Authority of the State of import is satified that the specimen is not to be used for primarily commercial purposes.

4. The re-export of any specimen of a species included in Appendix I shall require the prior grant and presentation of a re-export certificate. A re-export certificate shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Management Authority of the State of re-export is satisfied that the specimen was imported into that State in accordance with the provisions of the present Convention;

(*b*) a Management Authority of the State of re-export is satisfied that any living specimen will be so prepared and shipped as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment; and

(*c*) a Management Authority of the State of re-export is satisfied that an import permit has been granted for any living specimen.

5. The introduction from the sea of any specimen of a species included in Appendix I shall require the prior grant of a certificate from a Management Authority of the State of introduction. A certificate shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Scientific Authority of the State of introduction advises that the introduction will not be detrimental to the survival of the species involved;

(*b*) a Management Authority of the State of introduction is satisfied that the proposed recipient of a living specimen is suitably equipped to house and care for it; and

(*c*) a Management Authority of the State of introduction is satisfied that the specimen is not to be used for primarily commercial purposes.

ARTICLE IV

Regulation of Trade in Specimens of Species included in Appendix II.

1. All trade in specimens of species included in Appendix II shall be in accordance with the provisions of this Article.

2. The export of any specimen of a species included in Appendix II shall require the prior grant and presentation of an export permit. An export permit shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Scientific Authority of the State of export has advised that such export will not be detrimental to the survival of that species;

(*b*) a Management Authority of the State of export is satisfied that the specimen was not obtained in contravention of the laws of that State for the protection of fauna and flora; and

(*c*) a Management Authority of the State of export is satisfied that any living specimen will be so prepared and shipped as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment.

3. A Scientific Authority in each Party shall monitor both the export permits granted by that State for specimens of species included in Appendix II and the actual exports of such specimens. Whenever a Scientific Authority determines that the export of specimens of any such species should be limited in order to maintain that species throughout its range at a level consistent with its role in the ecosystems in which it occurs and well above the level at which that species might become eligible for inclusion in Appendix I, the Scientific Authority shall advise the appropriate Management Authority of suitable measures to be taken to limit the grant of export permits for specimens of that species.

4. The import of any specimen of a species included in Appendix II shall require the prior presentation of either an export permit or a re-export certificate.

5. The re-export of any specimen of a species included in Appendix II shall require the prior grant and presentation of a re-export certificate. A re-export certificate shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Management Authority of the State of re-export is satisfied that the specimen was imported into that State in accordance with the provisions of the present Convention; and

(*b*) a Management Authority of the State of re-export is satisfied that any living specimen will be so prepared and shipped as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment.

6. The introduction from the sea of any specimen of a species included in Appendix II shall require the prior grant of a certificate from a Management Authority of the State of introduction. A certificate shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Scientific Authority of the State of introduction advises that the introduction will not be detrimental to the survival of the species involved; and

(*b*) a Management Authority of the State of introduction is satisfied that any living specimen will be so handled as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment.

7. Certificates referred to in paragraph 6 of this Article may be granted on the advice of a Scientific Authority, in consultation with other national scientific authorities or, when appropriate, international scientific authorities, in respect of periods not exceeding one year for total numbers of specimens to be introduced in such periods.

ARTICLE V

Regulation of Trade in Specimens of Species included in Appendix III.

1. All trade in specimens of species included in Appendix III shall be in accordance with the provisions of this Article.

2. The export of any specimen of a species included in Appendix III from any State which has included that species in Appendix III shall require the prior grant and presentation of an export permit. An export permit shall only be granted when the following conditions have been met:

(*a*) a Management Authority of the State of export is satisfied that the specimen was not obtained in contravention of the laws of that State for the protection of fauna and flora; and

(*b*) a Management Authority of the State of export is satisfied that any living specimen will be so prepared and shipped as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment.

3. The import of any specimen of a species included in Appendix III shall require, except in circumstances to which paragraph 4 of this Article applies, the prior presentation of a certificate of origin and, where the import is from a State which has included that species in Appendix III, an export permit.

4. In the case of re-export, a certificate granted by the Management Authority of the State of re-export that the specimen was processed in that State or is being re-exported shall be accepted by the State of import as evidence that the provisions of the present Convention have been complied with in respect of the specimen concerned.

ARTICLE VI

Permits and Certificates.

1. Permits and certificates granted under the provisions of Articles III, IV, and V shall be in accordance with the provisions of this Article.

2. An export permit shall contain the information specified in the model set forth in Appendix IV, and may only be used for export within a period of six months from the date on which it was granted.

3. Each permit or certificate shall contain the title of the present Convention, the name and any identifying stamp of the Management Authority granting it and a control number assigned by the Management Authority.

4. Any copies of a permit or certificate issued by a Management Authority shall be clearly marked as copies only and no such copy may be used in place of the original, except to the extent endorsed thereon.

5. A separate permit or certificate shall be required for each consignment of specimens.

6. A Management Authority of the State of import of any specimen shall cancel and retain the export permit or re-export certificate and any corresponding import permit presented in respect of the import of that specimen.

7. Where appropriate and feasible a Management Authority may affix a mark upon any specimen to assist in identifying the specimen. For these purposes « mark » means any indelible imprint, lead seal or other suitable means of identifying a specimen, designed in such a way as to render its imitation by unauthorized persons as difficult as possible.

ARTICLE VII

Exemptions and Other Special Provisions Relating to Trade.

1. The provisions of Articles III, IV and V shall not apply to the transit or trans-shipment of specimens through or in the territory of a Party while the specimens remain in Customs control.

2. Where a Management Authority of the State of export or re-export is satisfied that a specimen was acquired before the provisions of the present Convention applied to that specimen, the provisions of Articles III, IV and V shall not apply to that specimen where the Management Authority issues a certificate to that effect.

3. The provisions of Articles III, IV and V shall not apply to specimens that are personal or household effects. This exemption shall not apply where:

(*a*) in the case of specimens of a species included in Appendix I, they were acquired by the owner outside his State of usual residence, and are being imported into that State; or

(*b*) in the case of specimens of species included in Appendix II:

(i) they were acquired by the owner outside his State of usual residence and in a State where removal from the wild occurred;

(ii) they are being imported into the owner's State of usual residence; and

(iii) the State where removal from the wild occurred requires the prior grant of export permits before any export of such specimens;

unless a Management Authority is satisfied that the specimens were acquired before the provisions of the present Convention applied to such specimens.

4. Specimens of an animal species included in Appendix I bred in captivity for commercial purposes, or of a plant species included in Appendix I artificially propagated for commercial purposes, shall be deemed to be specimens of species included in Appendix II.

5. Where a Management Authority of the State of export is satisfied that any specimen of an animal species was bred in captivity or any specimen of a plant species was artificially propagated, or is a part of such an animal or plant or was derived therefrom, a certificate by that Management Authority to that effect shall be accepted in lieu of any of the permits or certificates required under the provisions of Articles III, IV or V.

6. The provisions of Articles III, IV and V shall not apply to the non-commercial loan, donation or exchange between scientists or scientific institutions registered by a Management Authority of their State, of herbarium specimens, other preserved, dried or embedded museum specimens, and live plant material which carry a label issued or approved by a Management Authority.

7. A Management Authority of any State may waive the requirements of Articles III, IV and V and allow the movement without permits or certificates of specimens which form part of a travelling zoo, circus, menagerie, plant exhibition or other travelling exhibition provided that:

(*a*) the exporter or importer registers full details of such specimens with that Management Authority;

(*b*) the specimens are in either of the categories specified in paragraphs 2 or 5 of this Article; and

(*c*) the Management Authority is satisfied that any living specimen will be so transported and cared for as to minimize the risk of injury, damage to health or cruel treatment.

ARTICLE VIII

Measures to be Taken by the Parties.

1. The Parties shall take appropriate measures to enforce the provisions of the present Convention and to prohibit trade in specimens in violation thereof. These shall include measures:

(*a*) to penalize trade in, or possession of, such specimens, or both; and

(*b*) to provide for the confiscation or return to the State of export of such specimens.

2. In addition to the measures taken under paragraph 1 of this Article, a Party may, when it deems it necessary, provide for any method of internal reimbursement for expenses incurred as a result of the confiscation of a specimen traded in violation of the measures taken in the application of the provisions of the present Convention.

3. As far as possible, the Parties shall ensure that specimens shall pass through any formalities required for trade with a minimum of delay. To facilitate such passage, a Party may designate ports of exit and ports of entry at which specimens must be presented for clearance. The Parties shall ensure further that all living specimens, during any period of transit, holding or shipment, are properly cared for so as to minimize the risk of injury, damage of health or cruel treatment.

4. Where a living specimen is confiscated as a result of measures referred to in paragraph 1 of this Article:

(*a*) the specimen shall be entrusted to a Management Authority of the State of confiscation;

(*b*) the Management Authority shall, after consultation with the State of export, return the specimen to that State at the expense of that State, or to a rescue centre or such other place as the Management Authority deems appropriate and consistent with the purposes of the present Convention; and

(*c*) the Management Authority may obtain the advice of a Scientific Authority, or may, whenever it considers it desirable, consult the Secretariat in order to facilitate the decision under subparagraph (*b*) of this paragraph, including the choice of a rescue centre or other place.

5. A rescue centre as referred to in paragraph 4 of this Article means an institution designated by a Management Authority to look after the welfare of living specimens, particularly those that have been confiscated.

6. Each Party shall maintain records of trade in specimens of species included in Appendices I, II and III which shall cover:

(*a*) the names and addresses of exporters and importers; and

(*b*) the number and type of permits and certificates granted; the States with which such trade occurred; the numbers or quantities and types of specimens, names of species as included in Appendices I, II and III and, where applicable, the size and sex of the specimens in question.

7. Each Party shall prepare periodic reports on its implementation of the present Convention and shall transmit to the Secretariat:

(*a*) an annual report containing a summary of the information specified in sub-paragraph (*b*) of paragraph 6 of this Article; and

(*b*) a biennial report on legislative regulatory and administrative measures taken to enforce the provisions of the present Convention.

8. The information referred to in paragraph 7 of this Article shall be available to the public where this is not inconsistent with the law of the Party concerned.

Article IX

Management and Scientific Authorities.

1. Each Party shall designate for the purposes of the present Convention:

(*a*) one or more Management Authorities competent to grant permits or certificates on behalf of that Party; and

(*b*) one or more Scientific Authorities.

2. A State depositing an instrument of ratification, acceptance, approval or accession shall at that time inform the Depositary Government of the name and address of the Management Authority authorized to communicate with other Parties and with the Secretariat.

3. Any changes in the designations or authorizations under the provisions of this Article shall be communicated by the Party concerned to the Secretariat for transmission to all other Parties.

4. Any Management Authority referred to in paragraph 2 of this Article shall if so requested by the Secretariat or the Management Authority of another Party, communicate to it impression of stamps, seals or other devices used to authenticate permits or certificates.

Article X

Trade with States not Party to the Convention.

Where export or re-export is to, or import is from, a State not a party to the present Convention, comparable documentation issued by the competent authorities in that State which substantially conforms with the requirements of the present Convention for permits and certificates may be accepted in lieu thereof by any Party.

Article XI

Conference of the Parties.

1. The Secretariat shall call a meeting of the Conference of the Parties not later than two years after the entry into force of the present Convention.

2. Thereafter the Secretariat shall convene regular meetings at least once every two years, unless the Conference decides otherwise, and extraordinary meetings at any time on the written request of at least one-third of the Parties.

3. At meetings, whether regular or extraordinary, the Parties shall review the implementation of the present Convention and may:

(*a*) make such provision as may be necessary to enable the Secretariat to carry out its duties;

(*b*) consider and adopt amendments to Appendices I and II in accordance with Article XV;

(*c*) review the progress made towards the restoration and conservation of the species included in Appendices I, II and III;

(*d*) receive and consider any reports presented by the Secretariat or by any Party; and

(*e*) where appropriate, make recommendations for improving the effectiveness of the present Convention.

4. At each regular meeting, the Parties may determine the time and venue of the next regular meeting to be held in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article.

5. At any meeting, the Parties may determine and adopt rules of procedure for the meeting.

6. The United Nations, its Specialized Agencies and the International Atomic Energy Agency, as well as any State not a Party to the present Convention, may be represented at meetings of the Conference by observers, who shall have the right to participate but not to vote.

7. Any body or agency technically qualified in protection, conservation or management of wild fauna and flora, in the following categories, which has informed the Secretariat of its desire to be represented at meetings of the Conference by observer, shall be admitted unless at least one-third of the Parties present object:

(*a*) international agencies or bodies, either governmental or non-governmental, and national governmental agencies and bodies; and

(*b*) national non-governmental agencies or bodies which have been approved for this purpose by the State in which they are located. Once admitted, these observers shall have the right to participate but not to vote.

Article XII

The Secretariat.

1. Upon entry into force of the present Convention, a Secretariat shall be provided by the Executive Director of the United Nations Environment Programme. To the extent and in the manner he considers appropriate, he may be assisted by suitable inter-governmental or non-governmental international or national agencies and bodies technically qualified in protection, conservation and management of wild fauna and flora.

2. The functions of the Secretariat shall be:

(*a*) to arrange for and service meetings of the Parties;

(*b*) to perform the functions entrusted to it under the provisions of Articles XV and XVI of the present Convention;

(*c*) to undertake scientific and technical studies in accordance with programmes authorized by the Conference of the Parties and will contribute to the implementation of the present Convention, including studies concerning standards for appropriate preparation and shipment of living specimens and the means of identifying specimens;

(*d*) to study the reports of Parties and to request from Parties such further information with respect thereto as it deems necessary to ensure implementation of the present Convention;

(*e*) to invite the attention of the Parties to any matter pertaining to the aims of the present Convention;

(*f*) to publish periodically and distribute to the Parties current editions of Appendices I, II and III together with any information which will facilitate identification of specimens of species included in those Appendices;

(*g*) to prepare annual reports to the Parties on its work and on the implementation of the present Convention and such other reports as meetings of the Parties may request;

(*h*) to make recommendations for the implementation of the aims and provisions of the present Convention, including the exchange of information of a scientific or technical nature;

(*i*) to perform any other function as may be entrusted to it by the Parties.

ARTICLE XIII

International Measures.

1. When the Secretariat in the light of information received is satisfied that any species included in Appendices I or II is being affected adversely by trade in specimens of that species or that the provisions of the present Convention are not being effectively implemented, it shall communicate such information to the authorized Management Authority of the Party or Parties concerned.

2. When any Party receives a communication as indicated in paragraph 1 of this Article, it shall, as soon as possible, inform the Secretariat of any relevant facts insofar as its laws permit and, where appropriate, propose remedial action. Where the Party considers that an inquiry is desiderable, such inquiry may be carried out by one or more persons expressly authorized by the Party.

3. The information provided by the Party or resulting from any inquiry as specified in paragraph 2 of this Article shall be reviewed by the next Conference of the Parties which may make whatever recommendations it deems appropriate.

ARTICLE XIV

Effect on Domestic Legislation and International Conventions.

1. The provisions of the present Convention shall in no way affect the right of Parties to adopt:

(*a*) stricter domestic measures regarding the conditions for trade, taking possession or transport of specimens of species included in Appendices I, II and III, or the complete prohibition thereof; or

(*b*) domestic measures restricting or prohibiting trade, taking possession, or transport of species not included in Appendices I, II or III.

2. The provisions of the present Convention shall in no way affect the provisions of any domestic measures or the obligations of Parties deriving from any treaty, convention, or international agreement relating to other aspects of trade, taking, possession, or transport of specimens which is in force or subsequently may enter into force for any Party including any measure pertaining to the Customs, public health, veterinary or plant quarantine fields.

3. The provisions of the present Convention shall in no way affect the provisions of, or the obligations deriving from, any treaty, convention or international agreement concluded or which may be concluded between States creating a union or regional trade agreement establishing or maintaining a common external customs control and removing customs control between the parties thereto insofar as they relate to trade among the States members of that union or agreement.

4. A State party to the present Convention, which is also a party to any other treaty, convention or international agreement which is in force at the time of the coming into force of the present Convention and under the provisions of which protection is afforded to marine species included in Appendix II, shall be relieved of the obligations imposed on it under the provisions of the present Convention with respect to trade in specimens of species included in Appendix II that are taken by ships registered in that State and in accordance with the provisions of such other treaty, convention or international agreement.

5. Notwithstanding the provisions of Articles III, IV and V, any export of a specimen taken in accordance with paragraph 4 of this Article shall only require a certificate from a Management Authority of the State of introduction to the effect that the specimen was taken in accordance with the provisions of the other treaty, convention or international agreement in question.

6. Nothing in the present Convention shall prejudice the codification and development of the law of the sea by the United Nations Conference on the Law of the Sea convened pursuant to Resolution 2750 C (XXV) of the General Assembly of the United Nations nor the present or future claims and legal views of any State concerning the law of the sea and the nature and extent of coastal and flag State jurisdiction.

ARTICLE XV

Amendments to Appendices I and II.

1. The following provisions shall apply in relation to amendments to Appendices I and II at meetings of the Conference of the Parties:

(*a*) Any Party may propose an amendment to Appendix I or II for consideration at the next meeting. The text of the proposed amendment shall be communicated to the Secretariat at least 150 days before

the meeting. The Secretariat shall consult the other Parties and interested bodies on the amendment in accordance with the provisions of sub-paragraphs (*b*) and (*c*) of paragraph 2 of this Article and shall communicate the response to all Parties not later than 30 days before the meeting.

(*b*) Amendments shall be adopted by a two-thirds majority of Parties present and voting. For these purposes « Parties present and voting » means Parties present and casting an affirmative or negative vote. Parties abstaining from voting shall not be counted among the two-thirds required for adopting an amendment.

(*c*) Amendments adopted at a meeting shall enter into force 90 days after that meeting for all Parties except those which make a reservation in accordance with paragraph 3 of this Article.

2. The following provisions shall apply in relation to amendments to Appendices I and II between meetings of the Conference of the Parties:

(*a*) Any Party may propose an amendment to Appendix I or II for consideration between meetings by the postal procedures set forth in this paragraph.

(*b*) For marine species, the Secretariat shall, upon receiving the text of the proposed amendment, immediately communicate it to the Parties. It shall also consult inter-governmental bodies having a function in relation to those species especially with a view to obtaining scientific data these bodies may be able to provide and to ensuring coordination with any conservation measures enforced by such bodies. The Secretariat shall communicate the views expressed and data provided by these bodies and its own findings and recommendations to the Parties as soon as possible.

(*c*) For species other than marine species, the Secretariat shall, upon receiving the text of the proposed amendment, immediately communicate it to the Parties, and, as soon as possible thereafter, its own recommendations.

(*d*) Any Party may, within 60 days of the date on which the Secretariat communicated its recommendations to the Parties under sub-paragraphs (*b*) or (*c*) of this paragraph, transmit to the Secretariat any comments on the proposed amendment together with any relevant scientific data and information.

(*e*) The Secretariat shall communicate the replies received together with its own recommendations to the Parties as soon as possible.

(*f*) If no objection to the proposed amendment is received by the Secretariat within 30 days of the date the replies and recommendations were communicated under the provisions of sub-paragraph (*e*) of this paragraph, the amendment shall enter into force 90 days later for all Parties except those which make a reservation in accordance with paragraph 3 of this Article.

(*g*) If an objection by any Party in received by the Secretariat, the proposed amendment shall be submitted to a postal vote in accordance with the provisions of sub-paragraphs (*h*), (*i*) and (*j*) of this paragraph.

(*h*) The Secretariat shall notify the Parties that notification of objection has been received.

(*i*) Unless the Secretariat receives the votes for, against or in abstention from at least one-half of the Parties within 60 days of the date of notification under sub-paragraph (*h*) of this paragraph, the proposed

amendment shall be referred to the next meeting of the Conference for further consideration.

(*j*) Provided that votes are received from one-half of the Parties, the amendment shall be adopted by a two-thirds majority of Parties casting an affirmative or negative vote.

(*k*) The Secretariat shall notify all Parties of the result of the vote.

(*l*) If the proposed amendment is adopted it shall enter into force 90 days after the date of the notification by the Secretariat of its acceptance for all Parties except those which make a reservation in accordance with paragraph 3 of this Article.

3. During the period of 90 days provided for by sub-paragraph (*c*) of paragraph 1 or sub-paragraph (1) of paragraph 2 of this Article any Party may by notification in writing to the Depositary Government make a reservation with respect to the amendment. Until such reservation is withdrawn the Party shall be treated as a State not a party to the present Convention with respect to trade in the species concerned.

ARTICLE XVI

Appendix III and Amendments thereto.

1. Any Party may at any time submit to the Secretariat a list of species which it identifies as being subject to regulation within its jurisdiction for the purpose mentioned in paragraph 3 of Article II. Appendix III shall include the names of the Parties submitting the species for inclusion therein, the scientific names of the species so submitted, and any parts or derivatives of the animals or plants concerned that are specified in relation to the species for the purposes of sub-paragraph (*b*) of Article I.

2. Each list submitted under the provisions of paragraph 1 of this Article shall be communicated to the Parties by the Secretariat as soon as possible after receiving it. The list shall take effect as part of Appendix III 90 days after the date of such communication. At any time after the communication of such list, any Party may by notification in writing to the Depositary Government enter a reservation with respect to any species or any parts or derivatives, and until such reservation is withdrawn, the State shall be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to trade in the species or part or derivative concerned.

3. A Party which has submitted a species for inclusion in Appendix III may withdraw it any time by notification to the Secretariat which shall communicate the withdrawal to all Parties. The withdrawal shall take effect 30 days after the date of such communication.

4. Any Party submitting a list under the provisions of paragraph 1 of this Article shall submit to the Secretariat a copy of all domestic laws and regulations applicable to the protection of such species, together with any interpretations which the Party may deem appropriate or the Secretariat my request. The Party shall, for as long as the species in question is included in Appendix III, submit any amendments of such laws and regulations or any new interpretations as they are adopted.

ARTICLE XVII

Amendment of the Convention.

1. An extraordinary meeting of the Conference of the Parties shall be convened by the Secretariat on the written request of at least one-third of the Parties to consider and adopt amendments to the present Convention. Such amendments shall be adopted by a two-thirds majority of Parties present and voting. For these purposes « Parties present and voting » means Parties present and casting an affirmative or negative vote. Parties abstaining from voting shall not be counted among the two-thirds required for adopting an amendment.

2. The text of any proposed amendment shall be communicated by the Secretariat to all Parties at least 90 days before the meeting.

3. An amendment shall enter into force for the Parties which have accepted it 60 days after two-thirds of the Parties have deposited an instrument of acceptance of the amendment with the Depositary Government. Thereafter, the amendment shall enter into force for any other Party 60 days after that Party deposits its instrument of acceptance of the amendment.

ARTICLE XVIII

Resolution of Disputes.

1. Any dispute which may arise between two or more Parties with respect to the interpretation or application of the provisions of the present Convention shall be subject to negotiation between the Parties involved in the dispute.

2. If the dispute cannot be resolved in accordance with paragraph 1 of this Article, the Parties may, by mutual consent, submit the dispute to arbitration, in particular that of the Permanent Court of Arbitration at The Hague, and the Parties submitting the dispute shall be bound by the arbitral decision.

ARTICLE XIX

Signature.

The present Convention shall be open for signature at Washington until 30th April 1973 and thereafter at Berne until 31st December 1974.

ARTICLE XX

Ratification, Acceptance, Approval.

The present Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of the Swiss Confederation which shall be the Depositary Government.

ARTICLE XXI

Accession.

The present Convention shall be open indefinitely for accession. Instruments of accession shall be deposited with the Depositary Government.

ARTICLE XXII

Entry into Force.

1. The present Convention shall enter into force 90 days after the date of deposit of the tenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, with the Depositary Government.

2. For each State which ratifies, accepts or approves the present Convention or accedes thereto after the deposit of the tenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the present Convention shall enter into force 90 days after the deposit by such State of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

ARTICLE XXIII

Reservations.

1. The provisions of the present Convention shall not be subject to general reservations. Specific reservations may be entered in accordance with the provisions of this Article and Articles XV and XVI.

2. Any State may, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, enter a specific reservation with regard to:

(*a*) any species included in Appendix I, II or III; or

(*b*) any parts or derivatives specified in relation to a species included in Appendix III.

3. Until a Party withdraws its reservation entered under the provisions of this Article, it shall be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to trade in the particular species or parts or derivatives specified in such reservation.

ARTICLE XXIV

Denunciation.

Any Party may denounce the present Conventon by written notification to the Depositary Government at any time. The denunciation shall take effect twelve months after the Depositary Government has received the notification.

ARTICLE XXV

Depositary.

1. The original of the present Convention, in the Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, each version being equally authentic, shall be deposited with the Depositary Government, which shall transmit certified copies thereof to all States that have signed it or deposited instruments of accession to it.

2. The Depositary Government shall inform all signatory and acceding States and the Secretariat of signatures, deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or accession, entry into force of the present Convention, amendments thereto, entry and withdrawal of reservations and notifications of denunciation.

3. As soon as the present Convention enters into force, a certified copy thereof shall be transmitted by the Depositary Government to the Secretariat of the United Nations for registration and publication in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

In Witness Whereof the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized to that effect, have signed the present Convention.

Done at Washington this third day of March, One Thousand Nine Hundred and Seventy-three.

APPENDIX I

Interpretation:

1. Species included in this Appendix are referred to:

(*a*) by the name of the species; or

(*b*) as being all of the species included in a higher taxon or designated part thereof.

2. The abbreviation « spp. » is used to denote all species of a higher taxon.

3. Other references to taxa higher than species are for the purposes of information or classification only.

4. An asterisk (*) placed against the name of a species or higher taxon indicates that one or more geographically separate populations, sub-species or species of that taxon are included in Appendix II and that these populations, sub-species or species are excluded from Appendix I.

5. The symbol (–) followed by a number placed against the name of a species or higher taxon indicates the esclusion from that species or taxon of designated geographically separate populations, sub-species or species as follows:

– 101 *Lemur catta*
– 102 Australian population

6. The symbol (+) followed by a number placed against the name of a species denotes that only a designated geographically separate population or sub-species of that species is included in this Appendix, as follows:

+ 201 Italian population only

7. The symbol (/) placed against the name of a species or higher taxon indicates that the species concerned are protected in accordance with the International Whaling Commission's schedule of 1972.

FAUNA

MAMMALIA

MARSUPIALIA

Macropodidae	*Macropus parma* *Onychogalea frenata* *Onychogalea lunata* *Lagorchestes hirsutus* *Lagostrophus fasciatus* *Caloprymnus campestris* *Bettongia penicillata* *Bettongia lesueur* *Bettongia tropica*
Phalangeridae	*Wyulda squamicaudata*
Burramyidae	*Burramys parvus*
Vombatidae	*Lasiorhinus gillespiei*
Peramelidae	*Perameles bougainville* *Chaeropus ecaudatus* *Macrotis lagotis* *Macrotis leucura*
Dasyuridae	*Planigale tenuirostris* *Planigale subtilissima* *Sminthopsis psammophila* *Sminthopsis longicaudata* *Antechinomys laniger* *Myrmecobius fasciatus rufus*
Thylacinidae	*Thylacinus cynocephalus*

PRIMATES

Lemuridae	*Lemus spp.* * –101 *Lepilemur* spp. *Hapalemur* spp. *Allocebus* spp. *Cheirogaleus* spp. *Mirocebus* spp. *Phaner* spp.
Indriidae	*Indri* spp. *Propithecus* spp. *Avahi* spp.
Daubentoniidae	*Daubentonia madagascariensis*
Callithricidae	*Leontopithecus* (*Leontideus*) spp. *Callimico goeldii*
Cebidae	*Saimiri oerstedii* *Chiropotes albinasus* *Cacajao* spp. *Alouatta palliata* (*villosa*) *Ateles geoffroyi frontatus* *Ateles geoffroyi panamensis* *Brachyteles arachnoides*

Cercopithecidae	*Cercocebus galeritus galeritus*
	Macaca silenus
	Colobus badius rufomitratus
	Colobus badius kirkii
	Presbytis geei
	Presbytis pileatus
	Presbytis entellus
	Nasalis larvatus
	Simias concolor
	Pygathrix nemaeus
Hylobatidae	*Hylobates* spp.
	Symphalangus syndactylus
Pongidae	*Pongo pygmaeus pygamaeus*
	Pongo pygmaeus abelii
	Gorilla gorilla
EDENTATA	
Dasypodidae	*Priodontes giganteus* (= *maximus*)
PHOLIDOTA	
Manidae	*Manis temmincki*
LAGOMORPHA	
Leporidae	*Romerolagus diazi*
	Caprolagus hispidus
RODENTIA	
Sciuridae	*Cynomys mexicanus*
Castoridae	*Castor fiber birulaia*
	Castor canadensis mexicanus
Muridae	*Zyzomys pedunculatus*
	Leporillus conditor
	Pseudomys novaehollandiae
	Pseudomys praeconis
	Pseudomys shortridgei
	Pseudomys fumeus
	Pseudomys occidentalis
	Pseudomys fieldi
	Notomys aquilo
	Xeromis myoides
Chinchillidae	*Chinchilla brevicaudata boliviana*
CETACEA	
Platanistidae	*Platanista gangetica*
Eschrichtidae	*Eschrichtius robustus* (*glaucus*) /

Balaenopteridae	*Balaenoptera musculus* / *Megaptera novaeangliae* /
Balaenidae	*Balaena mysticetus* / *Eubalaena* spp. /
CARNIVORA	
Canidae	*Canis lupus monstrabilis* *Vulpes velox hebes*
Viverridae	*Prionodon pardicolor*
Ursidae	*Ursus americanus emmonsii* *Ursus arctos pruinosus* *Ursus arctos* * +201 *Ursus arctos nelsoni*
Mustelidae	*Mustela nigripes* *Lutra longicaudis* (*platensis*/*annectens*) *Lutra felina* *Lutra provocax* *Pteronura brasiliensis* *Aonyx microdon* *Enhydra lutris nereis*
Hyaenidae	*Hyaena brunnea*
Felidae	*Felis planiceps* *Felis nigripes* *Felis concolor coryi* *Felis concolor costaricensis* *Felis concolor cougar* *Felis temmincki* *Felis bengalensis bengalensis* *Felis yagouaroundi cacomitli* *Felis yagouaroundi fossata* *Felis yagouaroundi panamensis* *Felis yagouaroundi tolteca* *Felis pardalis mearnsi* *Felis pardalis mitis* *Felis wiedii nicaraguae* *Felis wiedii salvinia* *Felis tigrina oncilla* *Felis marmorata* *Felis jacobita* *Felis* (*Lynx*) *rufa escuinapae* *Neofelis nebulosa* *Panthera tigris* *Panthera pardus* *Panthera uncia* *Panthera onca* *Acinonyx jubatus*

PINNIPEDIA

Phocidae	*Monachus* spp. *Mirounga angustirostris*

PROBOSCIDEA

Elephantidae	*Elephas maximus*

SIRENIA

Dugongidae	*Dugong dugon* * –102
Trichechidae	*Trichechus manatus* *Trichechus inunguis*

PERISSODACTYLA

Equidae	*Equus przewalskii* *Equus hemionus hemionus* *Equus hemionus khur* *Equus zebra zebra*
Tapiridae	*Tapirus pinchaque* *Tapirus bairdii* *Tapirus indicus*
Rhinocerotidae	*Rhinoceros unicornis* *Rhinoceros sondaicus* *Didermocerus sumatrensis* *Ceratotherium simum cottoni*

ARTIODACTYLA

Suidae	*Sus salvanius* *Babyrousa babyrussa*
Camelidae	*Vicugna vicugna* *Camelus bactrianus*
Cervidae	*Moschus moschiferus moschiferus* *Axis (Hyelaphus) porcinus annamiticus* *Axis (Hyelaphus) calamianensis* *Axis (Hyelaphus) kuhlii* *Cervus duvauceli* *Cervus eldi* *Cervus elaphus hanglu* *Hippocamelus bisulcus* *Hippocamelus antisiensis* *Blastoceros dichotomus* *Ozotoceros bezoarticus* *Pudu pudu*
Antilocapridae	*Antilocapra americana sonoriensis* *Antilocapra americana peninsularis*

Bovidae	*Bubalus (Anoa) mindorensis* *Bubalus (Anoa) depressicornis* *Bubalus (Anoa) quarlesi* *Bos gaurus* *Bos (grunniens) mutus* *Novibos (Bos) sauveli* *Bison bison athabascae* *Kobus leche* *Hippotragus niger variani* *Oryx leucoryx* *Damaliscus dorcas dorcas* *Saiga tatarica mongolica* *Nemorhaedus goral* *Capricornis sumatraensis* *Rupicapra rupicapra ornata* *Capra falconeri jerdoni* *Capra falconeri megaceros* *Capra falconeri chiltanensis* *Ovis orientalis ophion* *Ovis ammon hodgsoni* *Ovis vignei*

AVES

TINAMIFORMES

Tinamidae	*Tinamus solitarius*

PODICIPEDIFORMES

Podicipedidae	*Podilymbus gigas*

PROCELLARIIFORMES

Diomedeidae	*Diomedea albatrus*

PELECANIFORMES

Sulidae	*Sula abbotti*
Fregatidae	*Fregata andrewsi*

CICONIIFORMES

Ciconiidae	*Ciconia ciconia boyciana*
Threskiornithidae	*Nipponia nippon*

ANSERIFORMES

Anatidae	*Anas aucklandica nesiotis* *Anas oustaleti* *Anas laysanensis* *Anas diazi* *Cairina scutulata* *Rhodonessa caryophyllacea* *Branta canadensis leucopareia* *Branta sandvicensis*

FALCONIFORMES

Cathartidae	*Vultur gryphus* *Gymnogyps californianus*
Accipitridae	*Pithecophaga jefferyi* *Harpia harpyja* *Haliaetus l. leucocephalus* *Haliaetus heliaca adalberti* *Haliaetus albicilla groelandicus*
Falconidae	*Falco peregrinus anatum* *Falco peregrinus tundrius* *Falco peregrinus peregrinus* *Falco peregrinus babylonicus*

GALLIFORMES

Megapodiidae	*Macrocephalon maleo*
Cracidae	*Crax blumenbachii* *Pipile p. pipile* *Pipile jacutinga* *Mitu mitu mitu* *Oreophasis derbianus*
Tetraonidae	*Tympanuchus cupido attwateri*
Phasianidae	*Colinus virginianus ridgwayi* *Tragopan blythii* *Tragopan caboti* *Tragopan melanocephalus* *Lophophorus sclateri* *Lophophorus lhuysii* *Lophophorus impejanus* *Crossoptilon mantchuricum* *Crossoptilon crossoptilon* *Lophura swinhoii* *Lophura imperialis* *Lophura edwardsii* *Syrmaticus ellioti* *Syrmaticus humiae* *Syrmaticus mikado* *Polyplectron emphanum* *Tetraogallus tibetanus* *Tetraogallus caspius* *Cyrtonyx montezumae merriami*

GRUIFORMES

Gruidae	*Grus japonensis* *Grus leucogeranus* *Grus americana* *Grus canadensis pulla* *Grus canadensis nesiotes* *Grus nigricollis* *Grus vipio* *Grus monacha*
Rallidae	*Tricholimnas sylvestris*
Rhynochetidae	*Rhynochetos jubatus*
Otididae	*Eupodotis bengalensis*

CHARADRIIFORMES

Scolopacidae	*Numenius borealis* *Tringa guttifer*
Laridae	*Larus relictus*

COLUMBIFORMES

Columbidae	*Ducula mindorensis*

PSITTACIFORMES

Psittacidae	*Strigops habroptilus* *Rhynchopsitta pachyrhyncha* *Amazona leucocephala* *Amazona vittata* *Amazona guildingii* *Amazona versicolor* *Amazona imperialis* *Amazona rhodocorytha* *Amazona petrei petrei* *Amazona vinacea* *Pyrrhura cruentata* *Anodorhynchus glaucus* *Anodorhynchus leari* *Cyanopsitta spixii* *Pionopsitta pileata* *Aratinga guaruba* *Psittacula krameri echo* *Psephotus pulcherrimus* *Psephotus chrysopterygius* *Neophema chrysogaster* *Neophema splendida* *Cyanoramphus novaezelandiae* *Cyanoramphus auriceps forbesi* *Geopsittacus occidentalis* *Psittacus erithacus princeps*

APODIFORMES	
Trochilidae	*Ramphodon dohrnii*
TROGONIFORMES	
Trogonidae	*Pharomachrus mocinno mocinno* *Pharomachrus mocinno costaricensis*
STRIGIFORMES	
Strigidae	*Otus gurneyi*
CORACIIFORMES	
Bucerotidae	*Rhinoplax vigil*
PICIFORMES	
Picidae	*Dryocopus javensis richardsii* *Campephilus imperialis*
PASSERIFORMES	
Cotingidae	*Cotinga maculata* *Xipholena atro-purpurea*
Pittidae	*Pitta kochi*
Atrichornithidae	*Atrichornis clamosa*
Muscicapidae	*Picathartes gymnocephalus* *Picathartes oreas* *Psophodes nigrogularis* *Amytornis goyderi* *Dasyornis brachypterus longirostris* *Dasyornis broadbenti littoralis*
Sturnidae	*Leucopsar rothschildi*
Meliphagidae	*Meliphaga cassidix*
Zosteropidae	*Zosterops albogularis*
Fringillidae	*Spinus cucullatus*

AMPHIBIA

URODELA	
Cryptobranchidae	*Andrias (=Megalobatrachus) davidianus japonicus* *Andrias (=Megalobatrachus) davidianus davidianus*

SALIENTIA

Bufonidae	*Bufo superciliaris* *Bufo periglenes* *Nectophirynoides* spp.
Atelopodidae	*Atelopus varius zeteki*

REPTILIA

CROCODYLIA

Alligatoridae	*Alligator mississippiensis* *Alligator sinensis* *Melanosuchus niger* *Caiman crocodilus apaporiensis* *Caiman latirostris*
Crocodylidae	*Tomistoma schlegelii* *Osteolaemus tetraspis tetraspis* *Osteolaemus tetraspis osborni* *Crocodylus cataphractus* *Crocodylus siamensis* *Crocodylus palustris palustris* *Crocodylus palustris kimbula* *Crocodylus novaeguineae mindorensis* *Crocodylus intermedius* *Crocodylus rhombifer* *Crocodylus moreletii* *Crocodylus niloticus*
Gavialidae	*Gavialis gangeticus*

TESTUDINATA

Emydidae	*Batagur baska* *Geoclemmys* (=*Damonia*) *hamiltonii* *Geoemyda* (=*Nicoria*) *tricarinata* *Kachuga tecta tecta* *Morenia ocellata* *Terrapene coahuila*
Testudinidae	*Geochelone* (=*Testudo*) *elephantopus* *Geochelone* (=*Testudo*) *geometrica* *Geochelone* (=*Testudo*) *radiata* *Geochelone* (=*Testudo*) *yniphora*
Cheloniidae	*Eretmochelys imbricata imbricata* *Lepidochelys kempii*
Trionychidae	*Lissemys punctata punctata* *Trionyx ater* *Trionyx nigricans* *Trionyx gangeticus* *Trionyx hurum*
Chelidae	*Pseudemydura umbrina*

LACERTILIA	
Varanidae	*Varanus komodoensis* *Varanus flavescens* *Varanus bengalensis* *Varanus griseus*
SERPENTES	
Boidae	*Epicrates inornatus inornatus* *Epicrates subflavus* *Python molurus molurus*
RHYNCHOCEPHALIA	
Sphenodontidae	*Sphenodon punctatus*

PISCES

ACIPENSERIFORMES	
Acipenseridae	*Acipenser brevirostrum* *Acipenser oxyrhynchus*
OSTEOGLOSSIFORMES	
Osteoglossidae	*Scleropages formosus*
SALMONIFORMES	
Salmonidae	*Coregonus alpenae*
CYPRINIFORMES	
Catostomidae	*Chasmistes cujus*
Cyprinidae	*Probarbus jullieni*
SILURIFORMES	
Schilbeidae	*Pangasianodon gigas*
PERCIFORMES	
Percidae	*Stizostedion vitreum glaucum*

MOLLUSCA

NAIADOIDA	
Unionidae	*Conradilla caelata* *Dromus dromas* *Epioblasma (=Dysnomia) florentina curtisi* *Epioblasma (=Dysnomia) florentina florentina* *Epioblasma (=Dysnomia) sampsoni* *Epioblasma (=Dysnomia) sulcata perobliqua* *Epioblasma (=Dysnomia) torulosa gubernaculum* *Epioblasma (=Dysnomia) torulosa torulosa* *Epioblasma (=Dysnomia) turgidula* *Epioblasma (=Dysnomia) walkeri* *Fusconaia cuneolus* *Fusconaia edgariana* *Lampsilis higginsi* *Lampsilis orbiculata orbiculata* *Lampsilis satura* *Lampsilis virescens* *Plethobasis cicatricosus* *Plethobasis cooperianus* *Pleurobema plenum* *Potamilus (=Proptera) capax* *Quadrula intermedia* *Quadrula sparsa* *Toxolasma (=Carunculina) cylindrella* *Unio (Megalonaias [?]) nickliniana* *Unio (Lampsilis [?]) tampicoensis tecomatensis* *Villosa (=Micromya) trabalis*

FLORA

ARACEAE	*Alocasia sanderiana* *Alocasia zebrina*
CARYOCARACEAE	*Caryocar costaricense*
CARYOPHYLLACEAE	*Gymnocarpos przewalskii* *Melandrium mongolicum* *Silene mongolica* *Stellaria pulvinata*
CUPRESSACEAE	*Pilgerodendron uviferum*
CYCADACEAE	*Encephalartos* spp. *Microcycas calocoma* *Stangeria eriopus*
GENTIANACEAE	*Prepusa hookeriana*
HUMIRIACEAE	*Vantanea barbourii*

JUGLANDACEAE	*Engelhardtia pterocarpa*
LEGUMINOSAE	*Ammopiptanthus mongolicum* *Cynometra hemitomophylla* *Platymiscium pleiostachyum*
LILIACEAE	*Aloe albida* *Aloe pillansii* *Aloe polyphylla* *Aloe thorncroftii* *Aloe vossii*
MELASTOMATACEAE	*Lavoisiera itambana*
MELIACEAE	*Guarea longipetiola* *Tachigalia versicolor*
MORACEAE	*Batocarpus costaricense*
ORCHIDACEAE	*Cattleya jongheana* *Cattleya skinneri* *Cattleya trianae* *Didiciea cunninghamii* *Laelia lobata* *Lycaste virginalis* var. *alba* *Peristeria elata*
PINACEAE	*Abies guatamalensis* *Abies nebrodensis*
PODOCARPACEAE	*Podocarpus costalis* *Podocarpus parlatorei*
PROTEACEAE	*Orothamnus zeyheri* *Protea odorata*
RUBIACEAE	*Balmea stormae*
SAXIFRAGACEAE (GROSSULARIACEAE)	*Ribes sardoum*
TAXACEAE	*Fitzroya cupressoides*
ULMACEAE	*Celtis aetnensis*
WELWITSCHIACEAE	*Welwitschia bainesii*
ZINGIBERACEAE	*Hedychium philippinense*

APPENDIX II

Interpretation:

1. Species included in this Appendix are referred to:

(*a*) by the name of the species; or
(*b*) as being all of the species included in a higher taxon or designed part thereof.

2. The abbreviation « spp. » is used to denote all the species of a higher taxon.

3. Other references to taxa higher than species are for the purposes of information or classification only.

4. An asterisk (*) placed against the name of a species or higher taxon indicates that one or more geographically separate populations, sub-species or species of that taxon are included in Appendix I and that these populations, sub-species or species are excluded from Appendix II.

5. The symbol (//) followed by a number placed against the name of a species or higher taxon designates parts or derivatives which are specified in relation thereto for the purposes of the present Convention as follows:

// 1 designates root
// 2 designates timber
// 3 designates trunks

6. The symbol (–) followed by number placed against the name of a species or higher taxon indicates the exclusion from that species or taxon of designated geographically separate populations, sub-species, species or groups of species as follows:

– 101 Species which are not succulents

7. The symbol (+) followed by a number placed against the name of a species or higher taxon denotes that only designated geographically separate populations, sub-species or species of that species or taxon are included in this Appendix as follows:

+ 201 All North American sub-species
+ 202 New Zealand species
+ 203 All species of the family in the Americas
+ 204 Australian population.

FAUNA

MAMMALIA

MARSUPIALIA	
Macropodidae	*Dendrolagus inustus* *Dendrolagus ursinus*
INSECTIVORA	
Erinaceidae	*Erinaceus frontalis*
PRIMATES	
Lemuridae	*Lemur catta*
Lorisidae	*Nycticebus coucang* *Loris tardigradus*
Cebidae	*Cebus capucinus*
Cercopithecidae	*Macaca sylvanus* *Colobus badius gordonorum* *Colobus verus* *Rhinopithecus roxellanae* *Presbytis johnii*
Pongidae	*Pan paniscus* *Pan troglodytes*
EDENTATA	
Myrmecophagidae	*Myrmecophaga tridactyla* *Tamandua tetradactyla chapadensis*
Bradypodidae	*Bradypus boliviensis*
PHOLIDOTA	
Manidae	*Manis crassicaudata* *Manis pentadactyla* *Manis javanica*
LAGOMORPHA	
Leporidae	*Nesolagus netscheri*
RODENTIA	
Heteromyidae	*Dipodomys phillipsii phillipsii*
Sciuridae	*Ratufa* spp. *Lariscus hosei*

Castoridae	*Castor canadensis frondator* *Castor canadensis repentinus*
Cricetidae	*Ondatra zibethicus bernardi*
Canidae	*Canis lupus pallipes* *Canis lupus irremotus* *Canis lupus crassodon* *Chrysocyon brachyurus* *Cuon alpinus*
Ursidae	*Ursus (Thalarctos) maritimus* *Ursus arctos* * + 201 *Helarctos malayanus*
Procyonidae	*Ailurus fulgens*
Mustelidae	*Martes americana atrata*
Viveridae	*Prionodon linsang* *Cynogale bennetti* *Helogale derbianus*
Felidae	*Felis yagouaroundi* * *Felis colocolo pajeros* *Felis colocolo crespoi* *Felis colocolo budini* *Felis concolor missoulensis* *Felis concolor mayensis* *Felis concolor azteca* *Felis serval* *Felis lynx isabellina* *Felis wiedii* * *Felis pardalis* * *Felis tigrina* * *Felis (=Caracal) caracal* *Panthera leo persica* *Panthera tigris altaica (=amurensis)*
PINNIPEDIA	
Otariidae	*Arctocephalus australis* *Arctocephalus galapagoensis* *Arctocephalus philippii* *Arctocephalus townsendi*
Phocidae	*Mirounga australis* *Mirounga leonina*
TUBULIDENTATA	
Orycteropidae	*Orycteropus afer*
SIRENIA	
Dugongidae	*Dugong dugon* * + 204
Trichechidae	*Trichechus senegalensis*

PERISSODACTYLA

Equidae	*Equus hemionus* *
Tapiridae	*Tapirus terrestris*
Rhinocerotidae	*Diceros bicornis*

ARTIODACTYLA

Hippopotamidae	*Choeropus liberiensis*
Cervidae	*Cervus elaphus bactrianus* *Pudu mephistophiles*
Antilocapridae	*Antilocapra americana mexicana*
Bovidae	*Cephalophus monticola* *Oryx (tao) dammah* *Addax nasomaculatus* *Pantholops hodgsoni* *Capra falconeri* * *Ovis ammon* * *Ovis canadensis*

AVES

SPHENISCIFORMES

Spheniscidae	*Spheniscus demersus*

RHEIFORMES

Rheidae	*Rhea americana albescens* *Pterocnemia pennata pennata* *Pterocnemia pennata garleppi*

TINAMIFORMES

Tinamidae	*Rhynchotus rufescens rufescens* *Rhynchotus rufescens pallescens* *Rhynchotus rufescens maculicollis*

CICONIIFORMES

Ciconiidae	*Ciconis nigra*
Threskiornithidae	*Geronticus calvus* *Platalea leucorodia*
Phoenicopteridae	*Phoenicopterus ruber chilensis* *Phoenicoparrus andinus* *Phoenicoparrus jamesi*

PELECANIFORMES

Pelecanidae	*Pelecanus crispus*

ANSERIFORMES

Anatidae	*Anas aucklandica aucklandica* *Anas aucklandica chlorotis* *Anas bernieri* *Dendrocygna arborea* *Sarkidiornis melanotos* *Anser albifrons gambelli* *Cygnus bewickii jankowskii* *Cygnus melancoryphus* *Coscoroba coscoroba* *Branta ruficollis*

FALCONIFORMES

Accipitridae	*Gypaetus barbatus meridionalis* *Aquila chrysaetos*
Falconidae	Spp.

GALLIFORMES

Megapodiidae	*Megapodius freycinet nicobariensis* *Megapodius freycinet abbotti*
Tetraonidae	*Tympanuchus cupido pinnatus*
Phasianidae	*Francolinus ochropectus* *Francolinus swierstrai* *Catreus wallichii* *Polyplectron malacense* *Polyplectron germaini* *Polyplectron bicalcaratum* *Gallus sonneratii* *Argusianus argus* *Ithaginus cruentus* *Cyrtonyx montezumae montezumae* *Cyrtonyx montezumae mearnsi*

GRUIFORMES

Gruidae	*Belearica regulorum* *Grus canadensis pratensis*
Rallidae	*Gallirallus australis hectori*
Otididae	*Chlamydotis undulata* *Choriotis nigriceps* *Otis tarda*

CHARADRIIFORMES	
Scolopacidae	*Numenius tenuirostris* *Numenius minutus*
Laridae	*Larus brunneicephalus*
COLUMBIFORMES	
Columbidae	*Gallicolumba luzonica* *Goura cristata* *Goura scheepmakeri* *Goura victoria* *Caloenas nicobarica pelewensis*
PSITTACIFORMES	
Psittacidae	*Coracopsis nigra barklyi* *Prosopeia personata* *Eunymphicus cornutus* *Cyanoramphus unicolor* *Cyanoramphus novaezelandiae* *Cyanoramphus malherbi* *Poicephalus robustus* *Tanygnathus luzoniensis* *Probosciger aterrimus*
CUCULIFORMES	
Musophagidae	*Turaco corythaix* *Gallirex porphyreolophus*
STRIGIFORMES	
Strigidae	*Otus nudipes newtoni*
CORACIIFORMES	
Bucerotidae	*Buceros rhinoceros rhinoceros* *Buceros bicornis* *Buceros hydrocorax hydrocorax* *Aceros narcondami*
PICIFORMES	
Picidae	*Picus squamatus àvirostris*
PASSERIFORMES	
Cotingidae	*Rupicola rupicola* *Rupicola peruviana*
Pittidae	*Pitta brachyura nympha*

Hirundinidae	*Pseudochelidon sirintarae*
Paradisaeidae	Spp.
Muscicapidae	*Muscicapa ruecki*
Fringillidae	*Spinus yarrellii*

AMPHIBIA

URODELA

Ambystomidae	*Ambystoma mexicanum* *Ambystoma dumerillii* *Ambystoma lermaensis*

SALIENTIA

Bufonidae	*Bufo retiformis*

REPTILIA

CROCODYLIA

Alligatoridae	*Caiman crocodilus crocodilus* *Caiman crocodilus yacare* *Caiman crocodilus fuscus* (*chiapasius*) *Paleosuchus palpebrosus* *Paleosuchus trigonatus*
Crocodylidae	*Crocodylus johnsoni* *Crocodylus novaeguineae novaeguineae* *Crocodylus porosus* *Crocodylus acutus*

TESTUDINATA

Emydidae	*Clemmys muhlenbergi*
Testudinidae	*Chersine* spp. *Geochelone* spp. * *Gopherus* spp. *Homopus* spp. *Kinixys* spp. *Malacochersus* spp. *Pyxis* spp. *Testudo* spp. *
Cheloniidae	*Caretta caretta* *Chelonia mydas* *Chelonia depressa* *Eretmochelys imbricata bissa* *Lepidochelys olivacea*
Dermochelidae	*Dermochelys coriacea*
Pelomedusidae	*Podocnemis* spp.

LACERTILIA	
Teiidae	*Cnemidophorus hyperythrus*
Iguanidae	*Conolophus pallidus* *Cololophus subcristatus* *Amblyrhynchus cristatus* *Phrynosoma coronatum blainvillei*
Helodermatidae	*Heloderma suspectum* *Heloderma horridum*
Varanidae	*Varanus* spp. *
SERPENTES	
Boidae	*Epicrates cenchris cenchris* *Eunectes notaeus* *Constrictor constrictor* *Python* spp. *
Colubridae	*Cyclagras gigas* *Pseudoboa cloelia* *Elachistodon westermanni* *Thamnophis elegans hammondi*

PISCES

ACIPENSERIFORMES	
Acipenseridae	*Acipenser fulvescens* *Acipenser sturio*
OSTEOGLOSSIFORMES	
Osteoglossidae	*Arapaima gigas*
SALMONIFORMES	
Salmonidae	*Stenodus leucichthys leucichthys* *Salmo chrysogaster*
CYPRINIFORMES	
Cyprinidae	*Plagopterus argentissimus* *Ptychocheilus lucius*
ATHERINIFORMES	
Cyprinodontidae	*Cynolebias constanciae* *Cynolebias marmoratus* *Cynolebias minimus* *Cynolebias opalescens* *Cynolebias splendens*
Poeciliidae	*Xiphophorus couchianus*

COELACANTHIFORMES

Coelacanthidae	*Latimeria chalumnae*

CERATODIFORMES

Ceratodidae	*Neoceratodus forsteri*

MOLLUSCA

NAIADOIDA

Unionidae	*Cyprogenia aberti* *Epioblasma* (=*Dysnomia*) *torulosa rangiana* *Fusconaia subrotunda* *Lampsilis brevicula* *Lexingtonia dolabelloides* *Pleorobema clava*

STYLOMMATOPHORA

Camaenidae	*Papustyla* (=*Papuina*) *pulcherrima*
Paraphantidae	*Paraphanta* spp. + 202

PROSOBRANCHIA

Hydrobiidae	*Coahuilix hubbsi* *Cochliopina milleri* *Durangonella coahuilae* *Mexipyrgus carranzae* *Mexipyrgus churinceanus* *Mexipyrgus escobedae* *Mexipyrgus lugoi* *Mexipyrgus mojarralis* *Mexipyrgus multilineatus* *Mexithauma quadripaludium* *Nymphophilus minckleyi* *Paludiscala caramba*

INSECTA

LEPIDOPTERA

Papilionidae	*Parnassius apollo apollo*

FLORA

APOCYNACEAE	*Pachypodium* spp.
ARALIACEAE	*Panax quinquefolium* //1
ARAUCARIACEAE	*Araucaria araucana* //2
CACTACEAE	*Cactaceae* spp. + 203 *Rhipsalis* spp.
COMPOSITAE	*Saussurea lappa* //1
CYATHEACEAE	*Cyathea* (*Hemitella*) *capensis* //3 *Cyathea dredgei* //3 *Cyathea mexicana* //3 *Cyathea* (*Alsophila*) *salvinii* //3
DIOSCOREACEAE	*Dioscorea deltoidea* //1
EUPHÒRBIACEAE	*Euphorbia* spp. — 101
FAGACEAE	*Quercus sopeyensis* //2
LEGUMINOSAE	*Thermopsis mongolica*
LILIACEAE	*Aloe* spp. *
MELIACEAE	*Swietenia humilis* //2
ORCHIDACEAE	Spp. *
PALMAE	*Arenga ipot* *Phoenix hanceana* var. *philippinensis* *Zalacca clemensiana*
PORTULACACEAE	*Anacampseros* spp.
PRIMULACEAE	*Cyclamen* spp.
SOLANACEAE	*Solanum sylvestris*
STERCULIACEAE	*Basiloxylon excelsum* //2
VERBENACEAE	*Caryopteris mongolica*
ZYGOPHYLLACEAE	*Guaiacum sanctum* //2

APPENDIX IV

CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN
ENDANGERED SPECIES OF WILD FAUNA AND FLORA

EXPORT PERMIT NO. ....

Exporting Country: *Valid Until: (Date)*

This permit is issued to:

address: ....

who declares that he is aware of the provisions of the Convention, for the purpose of exporting: ....
(specimen(s), or part(s) or derivative(s) of specimen(s)) (1)

of a species listed in Appendix I, Appendix II, Appendix III of the Convention as specified below. (2)

(bred in captivity or cultivated in ....) (2)

This (these) specimen (s) is (are) consigned to:

address: .... country: ....

....

at .... on ....

....
(signature of the applicant for the permit)

at .... on ....

....
(stamp and signature of the Management Authority issuing the export permit)

---

(1) Indicate the type of product.
(2) Delete if not applicable.

Description of the specimen(s) or part(s) or derivative(s) of specimen(s), including any mark(s) affixed:

Living Specimens

Species (scientific and common name)	*Number*	*Sex*	*Size* (or volume)	*Mark* (*if any*)

Parts or Derivatives

Species (scientific and common name)	*Quantity*	*Type of Goods*	***Mark*** (if any)

Stamps of the authorities inspecting:

(a) on exportation

(b) on importation*

* This stamp voids this permit for further trade purposes, and this permit shall be surrendered to the Management Authority.

For Afghanistan:

For Algeria:

For Argentina:

For Australia:

For Botswana:

For Brazil:

For Burundi:

For Cameroon:

For Austria:

For Bangladesh:

For Belgium:

For Bolivia:

For Canada:

For the Central African Republic:

For Colombia:

For Costa Rica:

For Egypt:

For El Salvador:

For Finland:

For France:

For the German Democratic Republic:

For the Federal Republic of Germany:

For Ghana:

For Greece:

For Guatemala:

For Guyana:

For Honduras:

For India:

For Indonesia:

For Iran:

For Israel:

For Italy:

For Japan:

For Jordan:

For Kenya:

For the Khmer Republic:

For the Republic of Korea:

For Lebanon:

For Luxembourg:

For the Malagasy Republic:

For Malawi:

For Mauritius:

For Mexico:

For Mongolia:

For Morocco:

For the Kingdom of the Netherlands:

For Niger:

For Nigeria:

For Pakistan:

For Panama:

For Paraguay:

For Peru:

For the Philippines:

For Poland:

For Portugal:

For Rwanda:

For Senegal:

For Sierra Leone:

For South Africa:

For Spain:

For the Sudan:

For Swaziland:

For Sweden:

For Switzerland:

For Tanzania:

For Thailand:

For Togo:

For Tunisia:

For Turkey:

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

For the United States of America:

For the Union of Soviet Socialist Republics:

For the Upper Volta:

For Venezuela:

For the Republic of Viet-Nam:

For Zambia:

For the Republic of China:

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE
sul commercio internazionale delle specie animali e vegetali in via di estinzione

Gli Stati Contraenti,

riconoscendo che la fauna e la flora selvatiche costituiscono per la loro bellezza e per la loro varietà un elemento insostituibile dei sistemi naturali, che deve essere protetto dalle generazioni presenti e future;

coscienti del valore sempre crescente, dal punto di vista estetico, scientifico, culturale, ricreativo ed economico, della fauna e della flora selvatiche;

riconoscendo che i popoli e gli Stati sono e dovrebbero essere i migliori protettori della loro fauna e della loro flora selvatica;

riconoscendo inoltre che la cooperazione internazionale è essenziale per la protezione di determinate specie della fauna e della flora selvatica contro un eccessivo sfruttamento a seguito del commercio internazionale;

convinti che si devono prendere d'urgenza delle misure a questo scopo;

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.
Definizioni.

Ai fini della presente Convenzione, e salvo che il contesto richieda un'altra interpretazione, le espressioni seguenti significano:

a) « Specie »: ogni specie, sottospecie, oppure un gruppo di esseri viventi relativi alle medesime e geograficamente isolato;

b) « *Specimen* »:

i) qualsiasi animale o qualsiasi pianta, vivi o morti;

ii) nel caso di un animale: per le specie iscritte nelle Appendici I e II, ogni parte oppure ogni prodotto ottenuto dall'animale, facilmente identificabili, e, per le specie iscritte nell'Appendice III, ogni parte oppure ogni prodotto ottenuto dall'animale, facilmente identificabili, quando sono menzionati nella suddetta Appendice;

iii) nel caso di una pianta: per le specie iscritte nell'Appendice I, ogni parte oppure ogni prodotto ottenuto dalla pianta, facilmente identificabili, e, per le specie iscritte nell'Appendice II o nell'Appendice III, ogni parte oppure ogni prodotto ottenuto dalla pianta, facilmente identificabili, quando sono menzionati nelle suddette Appendici;

c) « Commercio »: l'esportazione, la riesportazione, l'importazione e l'introduzione con provenienza dal mare;

d) « Riesportazione »: l'esportazione di qualunque *specimen* precedentemente importato;

e) « Introduzione con provenienza dal mare »: il trasporto, in uno Stato, di *specimens* di specie che sono stati presi nell'ambiente marino non sottoposto alla giurisdizione di uno Stato;

f) « Autorità scientifica »: un'autorità scientifica nazionale designata conformemente all'Articolo IX;

g) « Autorità Amministrativa »: un'autorità amministrativa nazionale designata conformemente all'Articolo IX;

h) « Parte »: uno Stato per il quale la presente Convenzione è entrata in vigore.

ARTICOLO II.

Principi fondamentali.

1. L'Appendice I comprende tutte le specie minacciate di estinzione per le quali esiste o potrebbe esistere una azione del commercio. Il commercio degli *specimens* di tali specie deve essere sottomesso ad una regolamentazione particolarmente stretta allo scopo di non mettere ancora più in pericolo la loro sopravvivenza, e non deve essere autorizzato che in condizioni eccezionali.

2. L'Appendice II comprende:

a) tutte le specie che, pur non essendo necessariamente minacciate di estinzione al momento attuale, potrebbero esserlo in un futuro se il commercio degli *specimens* di dette specie non fosse sottoposto a una regolamentazione stretta avente per fine di evitare uno sfruttamento incompatibile con la loro sopravvivenza;

b) certe specie che devono essere oggetto di una regolamentazione, allo scopo di rendere efficace il controllo del commercio degli *specimens* di specie iscritte nell'Appendice II in applicazione del capoverso *a*).

3. L'Appendice III comprende tutte le specie che una Parte dichiara sottoposte, nei limiti di sua competenza, ad una regolamentazione avente per scopo di impedire o di restringere il loro sfruttamento, e tali da richiedere la cooperazione delle altre Parti per il controllo del commercio.

4. Le Parti non permetteranno il commercio degli *specimens* delle specie iscritte nelle Appendici I, II e III salvo che in conformità alle disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO III.

Regolamentazione del commercio degli specimens
di specie iscritte nell'Appendice I.

1. Ogni commercio di *specimens* di una specie iscritta nell'Appendice I dovrà essere conforme alle disposizioni del presente Articolo.

2. L'esportazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice I sarà soggetta alla preventiva concessione e presentazione di un permesso di esportazione, il quale permesso sarà concesso soltanto dopo soddisfatti i seguenti requisiti:

a) un'Autorità Scientifica dello Stato di esportazione avrà emesso il parere che questa esportazione non nuoce alla sopravvivenza della specie interessata;

b) un'Autorità Amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che lo *specimen* non è stato ottenuto in contravvenzione alle leggi sulla preservazione della fauna e della flora in vigore in questo Stato;

c) un'Autorità Amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà preparato e trasportato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie, o di maltrattamenti;

d) un'Autorità Amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che un permesso di importazione è stato accordato per il suddetto *specimen.*

3. L'importazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice I sarà soggetta alla preventiva concessione e presentazione di un permesso di importazione e di un permesso di esportazione oppure un certificato di riesportazione. Un permesso di importazione deve soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità Scientifica dello Stato di importazione avrà emesso il parere che gli scopi dell'importazione non nuocciono alla sopravvivenza della detta specie;

b) un'Autorità Scientifica dello Stato di importazione avrà la prova che, nel caso di uno *specimen* vivente, il destinatario possiede le installazioni adeguate allo scopo di conservarlo e di trattarlo con cura;

c) un'Autorità Amministrativa dello Stato di importazione ha la prova che lo *specimen* non sarà utilizzato per fini principalmente commerciali.

4. La riesportazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice I sarà soggetta alla preventiva concessione e presentazione di un certificato di riesportazione. Questo certificato deve soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità Amministrativa dello Stato di riesportazione avrà la prova che lo *specimen* è stato importato in questo Stato conformemente alle disposizioni della presente Convenzione;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato di riesportazione avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà preparato e trasportato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie, o di maltrattamenti;

c) un'Autorità Amministrativa dello Stato di riesportazione avrà la prova che un permesso di importazione è stato accordato per qualunque *specimen* vivente.

5. L'introduzione con provenienza dal mare di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice I sarà soggettata alla preventiva concessione di un certificato da parte dell'Autorità Amministrativa dello Stato, nel quale lo *specimen* è stato introdotto. Il detto certificato dovrà soddisfare alle condizioni seguenti:

a) una Autorità scientifica dello Stato, nel quale lo *specimen* è stato introdotto, avrà emesso il parere che l'introduzione non nuoce alla sopravvivenza della detta specie;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato nel quale lo *specimen* è stato introdotto avrà la prova che, nel caso di uno *specimen* vivente, il destinatario ha le istallazioni adeguate per conservarlo e trattarlo con cura;

c) un'Autorità amministrativa dello Stato, nel quale lo *specimen* è stato introdotto, avrà la prova che lo *specimen* stesso non sarà utilizzato a fini principalmente commerciali.

ARTICOLO IV.

Regolamentazione del commercio degli specimens
di specie iscritte nell'Appendice II.

1. Qualunque commercio di *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice II deve essere conforme alle disposizioni del presente Articolo.

2. L'esportazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice II sarà soggetta alla preventiva concessione e presentazione di un permesso di esportazione. Questo permesso deve soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità scientifica dello Stato di esportazione avrà emesso il parere che questa esportazione non nuoce alla sopravvivenza della specie interessata;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che lo *specimen* non è stato ottenuto in contravvenzione alle leggi sulla preservazione della fauna e della flora in vigore in questo Stato;

c) un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà preparato e trasportato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie, o di maltrattamenti.

3. Per ognuna delle Parti, un'autorità scientifica sorveglierà in maniera continua la concessione, ad opera della medesima Parte, dei permessi di esportazione per gli *specimens* di specie iscritte all'Appendice II, come pure le esportazioni reali di questi *specimens*. Quando un'autorità scientifica determinerà che l'esportazione di *specimen* di una qualunque di queste specie dev'essere limitata allo scopo di conservarla, in tutto il suo *habitat*, ad un livello compatibile con la sua funzione negli ecosistemi in cui si trova, e ad un livello nettamente superiore a quello che causerebbe la iscrizione della detta specie nell'Appendice I, essa informerà l'Autorità amministrativa competente comunicando le misure appropriate da prendere per limitare la concessione dei permessi di esportazione per il commercio degli *specimens* della detta specie.

4. L'importazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice II sarà soggettata alla preventiva presentazione sia di un permesso di esportazione, sia di un certificato di riesportazione.

5. La riesportazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice II sarà soggettata alla preventiva concessione e presentazione di un certificato di riesportazione. Questo certificato deve soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità amministrativa dello Stato di riesportazione avrà la prova che lo *specimen* è stato importato in questo Stato conformemente alle disposizioni della presente Convenzione;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato di riesportazione avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà preparato e trasportato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie, o di maltrattamenti.

6. L'introduzione con provenienza dal mare di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice II sarà soggetta alla preventiva concessione di un certificato emesso dall'Autorità amministrativa dello Stato nel quale lo *specimen* è stato introdotto. Il detto certificato deve soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità scientifica dello Stato nel quale detto *specimen* è stato introdotto avrà emesso il parere che l'introduzione non nuoce alla sopravvivenza della detta specie;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato nel quale lo *specimen* è stato introdotto avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà trattato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie o di maltrattamenti.

7. I certificati di cui al paragrafo 6 più sopra possono essere concessi, su parere dell'autorità scientifica emanato dopo consultazioni con altre autorità scientifiche nazionali, e se del caso, con autorità scientifiche internazionali, per il numero totale di *specimen* di cui è autorizzata l'introduzione durante periodi non superiori a un anno.

ARTICOLO V.

Regolamentazione del commercio degli specimens *di specie iscritte nell'Appendice III.*

1. Qualunque commercio di *specimens* di una specie iscritta nell'Appendice III deve essere conforme alle disposizioni del presente Articolo.

2. L'esportazione di uno *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice III da parte di qualunque Stato, che ha iscritto la detta specie nell'Appendice III sarà soggetta alla preventiva concessione e presentazione di un permesso di esportazione che dovrà soddisfare alle condizioni seguenti:

a) un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che lo *specimen* in questione non è stato ottenuto in contravvenzione alle leggi sulla preservazione della fauna e della flora in vigore in questo Stato;

b) un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione avrà la prova che qualunque *specimen* vivente sarà preparato e trasportato in maniera tale da evitare i rischi di ferite, di malattie o di maltrattamenti.

3. Salvo i casi previsti al paragrafo 4 del presente articolo, l'importazione di qualunque *specimen* di una specie iscritta nell'Appendice III sarà soggetta alla presentazione preventiva di un certificato d'origine, e, nel caso di una importazione con provenienza da uno Stato che ha iscritto la detta specie nell'Appendice III, di un permesso d'esportazione.

4. Quando si tratta di una riesportazione, un certificato emesso dall'Autorità amministrativa dello Stato di riesportazione, che precisi che lo *specimen* è stato trasformato in questo Stato, oppure che verrà riesportato, costituirà prova per lo Stato di importazione che le disposizioni della presente Convenzione sono state rispettate per gli *specimens* in questione.

ARTICOLO VI.

Permessi e certificati.

1. I permessi e certificati rilasciati in virtù delle disposizioni degli Articoli III, IV e V devono essere conformi alle disposizioni del presente Articolo.

2. Un permesso di esportazione deve contenere le informazioni precisate nel modulo riprodotto nell'Appendice IV; esso non sarà valevole per l'esportazione che per un periodo di sei mesi dalla data del rilascio.

3. Qualunque permesso o certificato deve contenere il titolo della presente Convenzione; contiene il nome e il timbro dell'Autorità amministrativa chè lo ha emanato ed un numero di controllo attribuito dalla Autorità amministrativa.

4. Qualunque copia di un permesso o di un certificato emanato da un'Autorità amministrativa deve essere chiaramente marcata come copia e non può essere utilizzata al posto dell'originale di un permesso o di un certificato, a meno che non sia stipulato altrimenti sulla copia.

5. Si richiederà un permesso o un certificato separato per ogni spedizione di *specimens.*

6. Un'Autorità amministrativa dello Stato di importazione di qualunque *specimen* annullerà e conserverà il permesso di esportazione o certificato di riesportazione e qualsiasi permesso di importazione corrispondente presentato in relazione all'importazione del detto *specimen.*

7. Quando ciò sia fattibile e appropriato, un'Autorità Amministrativa potrà fissare una marca su qualunque *specimen* per facilitarne l'identificazione. A tale scopo, marca significa qualunque impressione o stampiglia indelebile, sigillo di piombo o altro mezzo adeguato ad identificare uno *specimen*, e tale marca sarà studiata e progettata in modo tale che la sua falsificazione ad opera di persone non autorizzate sia resa più difficile possibile.

ARTICOLO VII.

Esenzioni e altre Disposizioni speciali in relazione al commercio.

1. Le disposizioni degli Articoli III, IV e V non si applicheranno al transito o trasbordo di *specimens* attraverso il territorio, o nel territorio, di una Parte mentre gli *specimens* restano sotto controllo doganale.

2. Quando un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione o di riesportazione avrà verificato che uno *specimen* fu acquistato anteriormente alla data in cui entrarono in vigore le disposizioni della presente Convenzione rispetto a detto *specimen*, le disposizioni degli articoli III, IV e V non si applicheranno a questo *specimen* se la detta autorità emette un certificato a tale effetto.

3. Le disposizioni degli Articoli III, IV e V non si applicheranno a *specimens* che siano articoli personali o di uso domestico. Queste regole peraltro non si applicheranno nei seguenti casi:

a) nel caso di *specimens* iscritti nell'Appendice I, se i medesimi furono acquisiti dal proprietario fuori del suo Stato di normale residenza e vengano importati in questo Stato; oppure

b) nel caso di *specimens* iscritti nell'Appendice II:

i) se i medesimi furono acquisiti dal proprietario fuori del suo Stato di normale residenza e in uno Stato nel cui ambiente selvatico si è verificata la cattura o la raccolta;

ii) se i medesimi vengono importati nello Stato di residenza abituale del proprietario;

iii) lo Stato nel quale si è verificata la cattura o la raccolta richiede la previa concessione di un permesso di esportazione prima di qualsiasi esportazione di detti *specimens;*

a meno che un'Autorità amministrativa non abbia verificato che gli *specimens* furono acquisiti prima che le disposizoni della presente Convenzione entrassero in vigore rispetto a tale *specimen.*

4. Gli *specimens* di una specie animale iscritta nell'Appendice I e allevati in cattività per fini commerciali, o di una specie vegetale iscritta nell'Appendice I e riprodotti artificialmente per fini commerciali, saranno considerati *specimens* delle specie iscritte nell'Appendice II.

5. Quando un'Autorità amministrativa dello Stato di esportazione avrà verificato che qualunque *specimen* di una specie animale è stato allevato in cattività o che qualunque *specimen* di una specie vegetale è stato riprodotto artificialmente, o che si tratta di una parte di un tale animale o di una tale pianta, o di uno dei suoi prodotti, un certificato di questa Autorità amministrativa a tale effetto sarà accettato in sostituzione dei permessi richiesti in conformità alle disposizioni degli Articoli III, IV o V.

6. Le disposizioni degli Articoli III, IV e V non si applicheranno al prestito, donazione o interscambio non commerciale fra scienziati o istituzioni scientifiche che risultano registrati da una autorità amministrativa del loro Stato, relativamente a *specimens* da erbario, altri *specimens* conservati, disseccati o inglobati da museo, e materiali di piante vive che portino un'etichetta emessa o approvata da un'Autorità amministrativa.

7. Un'Autorità amministrativa di qualunque Stato potrà accordare deroghe rispetto ai requisiti degli Articoli II, IV e V, e permettere il movimento, senza permessi o certificati, di *specimens* che formino parte di un giardino zoologico, circo, collezione zoologica o botanica ambulante o altre mostre itineranti, a condizione che:

a) l'esportatore o importatore dichiari le caratteristiche complete di questi *specimens* all'Autorità amministrativa;

b) i detti *specimens* rientrino nelle categorie specificate al paragrafo 2 o 5 del presente Articolo;

c) l'Autorità amministrativa abbia verificato che qualunque *specimen* vivente venga trasportato e curato in maniera tale che si riduca al minimo il rischio di ferite, di malattie o di maltrattamenti.

Articolo VIII.

Misure che dovranno essere prese dalle Parti.

1. Le Parti adotteranno le misure appropriate in vista dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione e per proibire il commercio di *specimens* in violazione delle medesime. Queste misure comprenderanno:

a) sanzioni penali che colpiscono sia il commercio, sia la detenzione di tali *specimens;*

b) la confisca o il rinvio allo Stato esportatore degli *specimens* in questione.

2. Oltre alle misure prese in conformità al paragrafo 1 del presente Articolo, qualunque Parte potrà, quando lo reputi necessario, prevedere una qualunque procedura di rimborso interno per le spese incontrate a seguito della confisca di uno *specimen* acquisito in violazione delle misure prese in applicazione della presente Convenzione.

3. Per quanto possibile, le Parti cureranno che le formalità richieste per il commercio degli *specimens* siano eseguite con un minimo di dilazione. Allo scopo di facilitare queste formalità, ognuna delle Parti dovrà designare dei porti di uscita e dei porti d'entrata dove gli *speci-*

mens dovranno essere presentati per essere sdoganati. Del pari le Parti dovranno verificare che ogni *specimen* vivo, durante qualunque periodo di transito, permanenza o trasporto, sia adeguatamente trattato, allo scopo di ridurre al minimo il rischio di ferite, di malattie o di maltrattamenti.

4. Nel caso di confisca di uno *specimen* vivente in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo:

a) lo *specimen* sarà affidato ad una Autorità amministrativa dello Stato che effettua la confisca;

b) l'Autorità amministrativa, dopo una consultazione con lo Stato di esportazione, rimanderà lo *specimen* al suddetto Stato a spese del medesimo, oppure ad un Centro di osservazione e salvaguardia o ad altro luogo considerato dalla detta Autorità amministrativa appropriato e compatibile con gli scopi della presente Convenzione; e

c) l'Autorità amministrativa potrà ottenere il consiglio di un'Autorità scientifica, oppure, quando lo riterrà desiderabile, potrà consultarsi con la Segreteria, allo scopo di facilitare la decisione da prendersi in conformità col capoverso b) del presente paragrafo, comprendendosi in ciò la scelta del Centro di osservazione e salvaguardia o di un altro luogo.

5. Un Centro di osservazione e salvaguardia come definito dal paragrafo 4 del presente Articolo, è un'istituzione designata da un'Autorità amministrativa per aver cura degli *specimens* viventi, specialmente di quelli che fossero stati confiscati.

6. Ognuna delle *Parti* dovrà tenere registri relativi al commercio di *specimen* delle specie iscritte nelle Appendici I, II e III i quali registri dovranno contenere:

a) i nomi e gli indirizzi degli esportatori e degli importatori; e

b) il numero e la natura dei permessi e certificati emessi; gli Stati con i quali si è verificato il detto commercio; le quantità e i tipi di *specimens*, i nomi delle specie iscritte nelle Appendici I, II e III, e se nel caso, la grandezza e il sesso dei detti *specimens*.

7. Ognuna delle Parti preparerà e trasmetterà alla segreteria rapporti periodici in merito alla applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, e in particolare:

a) un rapporto annuale che contenga un riassunto delle informazioni menzionate al capoverso (b) del paragrafo 6 del presente Articolo; e

b) un rapporto biennale in merito alle misure legislative, regolamentari e amministrative adottate al fine di adempiere alle disposizioni della presente Convenzione.

8. Le informazioni, alle quali si riferisce il paragrafo 7 del presente Articolo saranno disponibili per il pubblico nella misura in cui ciò non è incompatibile con le disposizioni legislative e regolamentari della Parte interessata.

ARTICOLO IX.

Autorità amministrative e scientifiche.

1. Ai fini della presente Convenzione, ognuna delle Parti designerà:

a) una o più Autorità amministrative competenti per concedere permessi o certificati in nome della detta Parte; e

b) una o più Autorità scientifiche.

2. Al momento del deposito degli istrumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, ogni Stato comunicherà al Governo depositario il nome e l'indirizzo della Autorità amministrativa autorizzata per comunicare con le altre Parti e con la Segreteria.

3. Qualunque variazione nelle designazioni o autorizzazioni previste nel presente Articolo sarà comunicata alla Segreteria della Parte corrispondente, allo scopo di far sì che venga trasmessa a tutte le rimanenti Parti.

4. Su domanda della Segreteria o di qualunque Autorità amministrativa designata in conformità col paragrafo 2 del presente Articolo, la Autorità amministrativa designata da una Parte trasmetterà modelli di timbri, sigilli e altri mezzi utilizzati per autenticare permessi o certificati.

Articolo X.

Commercio con Stati che non sono Parti della Convenzione.

Nel caso di un'esportazione o riesportazione con destinazione ad uno Stato che non è Parte della presente Convenzione, oppure di un'importazione con provenienza da un tale Stato, le Parti possono, invece dei permessi e dei certificati richiesti dalla presente Convenzione, accettare dei documenti simili, rilasciati dalle Autorità competenti di tale Stato; questi documenti devono, per la parte essenziale, conformarsi alle condizioni richieste per la concessione dei permessi e certificati di cui alla presente Convenzione.

Articolo XI.

Conferenza delle Parti.

1. La Segreteria convocherà una Conferenza delle Parti non più tardi di due anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione.

2. Successivamente, la Segreteria convocherà riunioni ordinarie della Conferenza almeno una volta ogni due anni, a meno che la Conferenza decida altrimenti, nonché riunioni straordinarie in qualsiasi momento, su domanda, per iscritto, di almeno un terzo delle Parti.

3. Nelle riunioni ordinarie o straordinarie della Conferenza, le Parti esamineranno l'applicazione della presente Convenzione e potranno:

a) adottare qualunque misura necessaria per facilitare il disimpegno delle funzioni della Segreteria;

b) considerare e adottare emendamenti alle Appendici I e II in conformità con quanto dispone l'Articolo XV;

c) analizzare il progresso realizzato nella restaurazione e conservazione delle specie iscritte nelle Appendici I, II e III;

d) ricevere e considerare le informazioni presentate dalla Segreteria o da qualcuna delle Parti; e

e) se del caso, formulare raccomandazioni destinate a migliorare l'efficacia della presente Convenzione.

4. In ogni riunione ordinaria della Conferenza, le Parti potranno determinare la data e la sede della successiva riunione ordinaria che si

terrà in conformità con le disposizioni del paragrafo 2 del presente Articolo.

5. In qualunque riunione, le Parti potranno determinare e adottare regole di procedimento per la riunione stessa.

6. Le Nazioni Unite, i relativi Organismi specializzati e l'Ente internazionale per l'energia atomica, come pure qualsiasi Stato non facente parte della presente Convenzione, potranno essere rappresentati nelle riunioni della Conferenza per mezzo di osservatori che avranno diritto a partecipare senza voto.

7. Qualunque organismo o ente tecnicamente qualificato nella protezione, preservazione o amministrazione della fauna e della flora selvatiche e che sia compreso in una qualsiasi delle categorie menzionate in seguito potrà comunicare alla Segreteria il suo desiderio di essere rappresentato da parte di un osservatore alle riunioni della Conferenza, e vi sarà ammesso salvo che vi si oppongano almeno un terzo delle Parti presenti:

a) organismi o enti internazionali, sia governativi che non governativi nazionali; e

b) organismi o enti nazionali non governativi che sono stati autorizzati a questo scopo dallo Stato in cui sono domiciliati.

Una volta ammessi, questi osservatori avranno il diritto di partecipare senza voto ai lavori della riunione.

Articolo XII.

La Segreteria.

1. All'entrata in vigore della presente Convenzione, il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente fornirà una Segreteria. Nella misura in cui lo giudicherà opportuno, il Direttore esecutivo potrà essere aiutato da organismi o enti internazionali o nazionali, governativi o non governativi, con competenza tecnica nella protezione, conservazione e amministrazione della fauna e della flora selvatiche.

2. Le funzioni della Segreteria comprenderanno le seguenti:

a) organizzare le Conferenze delle Parti e prestar loro i necessari servizi;

b) disimpegnare le funzioni che le sono affidate in conformità con gli Articoli XV e XVI della presente Convenzione;

c) realizzare studi scientifici e tecnici, in conformità con programmi autorizzati dalla Conferenza delle Parti, che contribuiscano alla migliore applicazione della presente Convenzione, compresi studi connessi con le norme relative all'adeguata preparazione e imbarco di *specimens* viventi e ai mezzi per la loro identificazione;

d) studiare le informazioni delle Parti nonché i rapporti delle medesime e richiedere ad esse qualunque informazione addizionale che da questo punto di vista fosse necessaria per assicurare la migliore applicazione della presente Convenzione;

e) segnalare all'attenzione delle Parti qualunque questione connessa con gli scopi della presente Convenzione;

f) pubblicare periodicamente, e distribuire alle Parti, edizioni revisionate delle Appendici I, II e III, oltre a qualunque altra informazione che potesse facilitare l'identificazione di *specimens* delle specie comprese nelle dette Appendici;

g) preparare rapporti annuali per le Parti in merito alle attività della Segreteria e sull'applicazione della presente Convenzione, oltre a tutti gli altri rapporti e informazioni che venissero richiesti dalle Parti:

h) formulare raccomandazioni per la realizzazione degli obiettivi e disposizioni della presente Convenzione, compreso lo scambio di informazioni di natura scientifica o tecnica; e

i) disimpegnare qualunque altra funzione che le fosse affidata dalle Parti.

Articolo XIII.

Misure internazionali.

1. Quando la Segreteria, in base ad informazione ricevuta, si troverà a considerare che una qualunque specie iscritta nelle Appendici I e II è minacciata dal commercio di *specimens* di detta specie, oppure che le disposizioni della presente Convenzione non vengono applicate in maniera afficace, la Segreteria comunicherà questa informazione all'Autorità amministrativa autorizzata dalla Parte o delle Parti interessate.

2. Quando una Parte riceve comunicazione dei fatti indicati al paragrafo 1 del presente Articolo, essa informerà, il più rapidamente possibile e nella misura in cui la sua legislazione lo permette, la Segreteria di tutti i fatti a ciò connessi, e se del caso proporrà misure correttive. Quando la Parte stimerà che occorre procedere ad un'inchiesta, la stessa potrà essere eseguita da una o più persone espressamente autorizzate dalla rispettiva Parte.

3. Le informazioni fornite dalla Parte o procedenti da un'inchiesta fatta in conformità con quanto previsto al paragrafo 2 del presente Articolo, sarà esaminata dalla seguente Conferenza delle Parti, la quale potrà formulare qualunque raccomandazione consideri opportuna.

Articolo XIV.

Effetto sopra la legislazione nazionale e convenzioni internazionali.

1. Le disposizioni della presente Convenzione non lederanno in alcun modo il diritto delle Parti di adottare:

a) misure interne più strette rispetto alle condizioni di commercio, cattura, possesso o trasporto di *specimens* di specie incluse nelle Appendici I, II e III, misure che possono arrivare fino all'interdizione completa; oppure

b) misure interne che limitino o proibiscano il commercio, la cattura, il possesso o il trasporto di specie non incluse nelle Appendici I, II o III.

2. Le disposizioni della presente Convenzione non lederanno in modo alcuno le disposizioni di qualunque misura interna o le obbligazioni delle Parti derivanti da un trattato, convenzione o accordo internazionale relativi ad altri aspetti del commercio, cattura, possesso o trasporto di *specimens*, già in vigore o con entrata in vigore posteriore per qualunque delle Parti, ivi comprese le misure relative alle dogane, la salute pubblica o le quarantene di vegetali o animali.

3. Le disposizioni della presente Convenzione non lederanno in alcun modo le disposizioni o obbligazioni derivanti dai trattati, convenzioni o accordi internazionali conclusi fra Stati e che creano un'unione o accordo commerciale regionale che stabilisce o mantiene un regime doganale comune rispetto all'esterno che sopprime le barriere doganali interne fra le parti rispettive in quanto si riferiscono al commercio fra gli Stati membri di quest'unione o accordo.

4. Uno Stato Parte della presente Convenzione, che è anche parte di un altro trattato, di un'altra Convenzione o di un'altro accordo internazionale, in vigore al momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione, e le cui disposizioni accordano una protezione alle specie marine iscritte nell'Appendice II, sarà liberato dagli obblighi ad esso imposti in virtù delle disposizioni della presente Convenzione per ciò che concerne il commercio degli *specimens* di specie iscritte nell'Appendice II catturati da navi immatricolate in questo Stato e conformemente alle disposizioni del detto trattato, della detta Convenzione o del detto accordo internazionale.

5. Nonostante le disposizioni degli Articoli III, IV e V della presente Convenzione, per l'esportazione d'uno *specimen* catturato in conformità col paragrafo 4 del presente Articolo si richiederà soltanto un certificato di un'Autorità amministrativa dello Stato dove avviene l'introduzione, che attesti che lo *specimen* è stato catturato in conformità alle disposizioni dei trattati, convenzioni o accordi internazionali relativi.

6. Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudica la codificazione e lo sviluppo progressivo del diritto del mare da parte della Conferenza delle Nazioni Unite sul Diritto del Mare, convocata in conformità alla Risoluzione 2750 C (XXV) dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, né le rivendicazioni e tesi giuridiche presenti o future di qualunque Stato relativamente al diritto del mare, e alla natura ed alla estensione della sua giurisdizione costiera e della giurisdizione che esso esercita sulle navi che battono la sua bandiera.

Articolo XV.

Emendamenti alle Appendici I e II.

1. Nelle riunioni della Conferenza delle Parti si adotteranno le seguenti disposizioni in relazione all'adozione di emendamenti alle Appendici I e II:

a) Qualunque Parte potrà proporre emendamenti delle Appendici I e II per la discussione alla seguente riunione. Il testo dell'emendamento proposto dovrà esere comunicato alla Segreteria con un anticipo non minore di 150 giorni rispetto alla data della riunione. La Segreteria si consulterà con le rimanenti Parti o Enti interessati in conformità con quanto disposto nei capoversi (*b*) e (*c*) del paragrafo 2 del presente Articolo e comunicherà le risposte a tutte le Parti al più tardi 30 giorni prima della riunione.

b) Gli emendamenti saranno adottati da una maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti. A questo fine, « Parti presenti e votanti » significa Parti presenti che emettono un voto affermativo o negativo. Non si terrà conto delle astensioni nel calcolo della maggioranza dei due terzi richiesta per l'adozione dell'emendamento.

c) Gli emendamenti adottati in una riunione entreranno in vigore per tutte le Parti 90 giorni dopo la riunione, con l'eccezione delle Parti che formuleranno riserve in conformità al paragrafo 3 del presente Articolo.

2. In relazione agli emendamenti alle Appendici I e II presentati nell'intervallo fra due riunioni della Conferenza delle Parti, si applicheranno le seguenti disposizioni:

a) Qualunque Parte potrà proporre emendamenti delle Appendici I e II affinché siano esaminati nell'intervallo fra due riunioni della Conferenza, mediante il procedimento per corrispondenza enunciato nel presente paragrafo.

b) Per ciò che si riferisce alle specie marine, la Segreteria, all'atto di ricevere il testo dell'emendamento proposto lo comunicherà immediatamente a tutte le Parti. Inoltre si consulterà con gli Enti intergovernativi che ebbero una qualche funzione in relazione alle dette specie, particolarmente allo scopo di ottenere qualunque informazione scientifica che si possa avere da esse e di assicurare la coordinazione delle misure di conservazione applicate da parte dei detti Enti. La Segreteria trasmetterà a tutte le Parti, nel più breve tempo possibile, le opinioni espresse e i dati forniti dai suddetti Enti, aggiungendo le proprie conclusioni e raccomandazioni.

c) Per ciò che si riferisce alla specie non marine, la Segreteria, all'atto di ricevere il testo dell'emendamento proposto, lo comunicherà immediatamente a tutte le Parti, e successivamente, nel più breve tempo possibile, comunicherà a tutte le Parti le proprie raccomandazioni al riguardo.

d) Qualunque Parte, entro 60 giorni dopo la data nella quale la Segreteria avrà comunicato le sue raccomandazioni alle Parti in conformità coi capoversi (*b*) e (*c*) del presente paragrafo, potrà trasmettere alla Segreteria i suoi propri commenti sull'emendamento proposto, assieme a tutti i dati scientifici relativi e ad ogni altra informazione.

e) La Segreteria trasmetterà a tutte le Parti, nel più breve tempo possibile, tutte le risposte ricevute, insieme con le proprie raccomandazioni.

f) Se la Segreteria non riceverà nessuna obiezione all'emendamento proposto nei 30 giorni decorrenti dalla data in cui essa comunicò le risposte ricevute conformemente alle disposizioni del capoverso (*e*) del presente paragrafo, l'emendamento entrerà in vigore 90 giorni dopo per tutte le Parti, con eccezione di quelle che avessero formulato riserve in conformità al paragrafo 3 del presente Articolo.

g) Se la Segreteria riceverà un'obiezione da qualunque Parte, l'emendamento proposto sarà messo in votazione per corrispondenza in conformità alle disposizioni dei capoversi (*h*), (*i*) e (*j*) del presente paragrafo.

h) La Segreteria notificherà a tutte le Parti che è stata ricevuta un'obiezione.

i) Salvo che la Segreteria riceverà voti favorevoli, contrari o astenuti di almeno la metà delle Parti entro 60 giorni a partire dalla data di notifica in conformità del capoverso (*h*) del presente paragrafo, l'emendamento proposto sarà trasmesso alla seguente riunione della Conferenza delle Parti.

j) Nel caso in cui i voti ricevuti rappresentano almeno la metà delle Parti, l'emendamento proposto sarà adottato con una maggioranza di due terzi degli Stati che hanno votato a favore o contro.

k) La Segreteria notificherà a tutte le Parti il risultato della votazione.

l) Se si adotterà l'emendamento proposto esso entrerà in vigore per tutte le Parti 90 giorni dopo la data in cui la Segreteria notifica la sua adozione, salvo per le Parti che formuleranno riserve in conformità alle disposizioni del paragrafo 3 del presente Articolo.

3. Nel periodo di tempo di 90 giorni previsto al capoverso (*c*) del paragrafo 1 o nel capoverso (*l*) del paragrafo 2 del presente Articolo, qualunque Parte potrà formulare una riserva a detto emendamento mediante notifica scritta al Governo depositario. Finché non ritirerà la sua riserva, la Parte sarà considerata come uno Stato non facente parte della presente convenzione per ciò che riguarda il commercio della specie relativa.

ARTICOLO XVI.

Appendice III e suoi Emendamenti.

1. Qualunque Parte potrà, in qualunque momento, inviare alla Segreteria una lista di specie che essa dichiara sottoposte a regolamentazione nella sua giurisdizione al fine menzionato nel paragrafo 3 dell'Articolo II. Nell'Appendice III si includeranno il nome della Parte che ha fatto includere la specie, il nome scientifico della specie presentata e qualsiasi parte o derivato dei relativi animali o vegetali, specificato rispetto alla detta specie ai fini del capoverso (*b*) dell'Articolo I.

2. La Segreteria comunicherà alle Parti, il più rapidamente possibile dopo averle ricevute, le liste presentate in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo. La lista entrerà in vigore come parte dell'Appendice III 90 giorni dopo la data della comunicazione. Dopo la comunicazione della detta lista, qualunque Parte può, a mezzo notifica per iscritto al Governo depositario, formulare una riserva in merito a qualunque specie, a qualunque parte o a qualunque prodotto ottenuto a partire dagli animali o vegetali appartenenti a detta specie. Finché tale riserva non è ritirata, lo Stato rispettivo sarà considerato come non facente parte della presente Convenzione in merito al commercio della specie, parte o derivato di cui si tratta.

3. Qualunque Parte che invia una lista di specie da iscrivere nella Appendice III, potrà ritirare qualunque specie dalla detta lista in qualunque momento, mediante notifica alla Segreteria la quale comunicherà detto ritiro a tutte le Parti. Il ritiro entrerà in vigore 30 giorni dopo la data di detta notifica.

4. Qualunque Parte che presenti una lista conforme alle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo, consegnerà alla Segreteria copie di tutte le leggi e regolamenti interni applicabili alla protezione di detta specie insieme con le interpretazioni che la Parte considera appropriate o che possono essere richieste dalla Segreteria. La Parte, durante il periodo nel quale la specie in questione si trova inclusa nell'Appendice III, comunicherà qualunque emendamento o variazione alle suddette leggi e ai suddetti regolamenti, come pure qualunque nuova interpretazione, mano a mano che vengono adottate.

ARTICOLO XVII.

Emendamenti alla Convenzione.

1. La Segreteria, dietro petizione per iscritto di almeno un terzo delle Parti, convocherà una riunione straordinaria della Conferenza delle Parti, per discutere e adottare emendamenti alla presente Convenzione. Gli emendamenti saranno adottati con una maggioranza di due terzi delle Parti presenti e votanti. A tale scopo, « Parti presenti e votanti » significa parti presenti che emettono un voto affermativo o negativo. Non si terrà conto delle astensioni nel calcolo della maggioranza di due terzi richiesta per l'adozione dell'emendamento.

2. La Segreteria trasmetterà a tutte le Parti i testi delle proposte di emendamento almeno 90 giorni prima della relativa discussione da parte della Conferenza.

3. Qualunque emendamento entrerà in vigore per le Parti che l'accettano 60 giorni dopo che due terzi delle Parti avranno depositato presso il Governo Depositario i loro rispettivi strumenti di accettazione dell'emendamento. A partire da questa data, l'emendamento entrerà in vigore per qualunque altra Parte 60 giorni dopo che detta Parte avrà depositato il suo proprio strumento di accettazione del medesimo.

ARTICOLO XVIII.

Risoluzione di controversie.

1. Qualunque controversia che potesse sorgere fra due o più Parti in merito all'interpretazione o all'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione, sarà sottoposta a negoziato fra le Parti in controversia.

2. Se la controversia non potesse essere risolta in conformità col paragrafo 1 del presente Articolo, le Parti potranno, per mutuo consenso, sottoporre la controversia ad arbitrato in particolare alla Corte permanente di arbitrato dell'Aja e le Parti che avranno così sottoposto la controversia saranno obbligate a seguire la decisione arbitrale.

ARTICOLO XIX.

Firme.

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di Washington, fino al 30 aprile 1973 e, a partire da questa data, a Berna fino al 31 dicembre 1974.

ARTICOLO XX.

Ratifica, Accettazione e Approvazione.

La presente Convenzione è soggettata a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Governo della Confederazione Svizzera, che sarà il Governo depositario.

ARTICOLO XXI.

Adesione.

La presente Convenzione resterà indefinitamente aperta all'adesione. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo depositario.

ARTICOLO XXII.

Entrata in vigore.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo la data in cui sarà stato depositato presso il Governo depositario il decimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

2. Per ogni Stato che ratifichi, accetti o approvi la presente Convenzione, oppure che aderisca alla medesima, posteriormente al deposito del decimo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, la Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo che il suddetto Stato avrà depositato il suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

ARTICOLO XXIII.

Riserve.

1. La presente Convenzione non è soggetta a riserve generali. Si potranno unicamente formulare riserve specifiche in conformità alle disposizioni del presente Articolo nonché degli Articoli XV e XVI.

2. Qualunque Stato, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, potrà formulare una riserva specifica relativamente a:

a) qualunque specie compresa nelle Appendici I, II e III;

b) qualunque parte o derivato specificato relativamente ad una specie inclusa nell'Appendice III.

3. Finché una delle Parti della presente Convenzione non ritirerà la riserva dalla stessa formulata in conformità con le disposizioni del presente Articolo, tale Stato sarà considerato come uno Stato non Parte della presente Convenzione in merito al commercio della specie, parte o drivato specificato nella detta riserva.

ARTICOLO XXIV.

Denuncia.

Qualunque Parte potrà denunciare in qualunque momento la presente Convenzione mediante notifica scritta al Governo depositario. La denuncia avrà effetto 12 mesi dopo che il Governo depositario avrà ricevuto la notificazione.

ARTICOLO XXV.

Depositario.

1. L'originale della presente Convenzione, i cui testi in cinese, francese, inglese, russo e spagnolo sono ugualmente autentici, sarà depositato presso il Governo depositario, il quale invierà copie certificate a tutti gli

Stati che lo hanno firmato o che hanno depositato strumenti di adesione alla detta Convenzione.

2. Il Governo depositario informerà tutti gli Stati firmatari e aderenti, e del pari la Segreteria, in merito alle firme, ai depositi degli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dell'entrata in vigore della presente Convenzione agli emendamenti, alla formulazione e ritiro di riserve, e alle notifiche di denuncia.

3. Quando la presente Convenzione entrerà in vigore, il Governo depositario trasmetterà una copia certificata alla Segreteria delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione in conformità con l'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che, i Plenipotenziari infrascritti debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Washington, il giorno tre marzo del millenovecentosettantatre.

APPENDICE I

Interpretazione:

1. Le specie, che figurano nella presente Appendice, sono indicate:
a) secondo il nome delle specie; oppure
b) secondo l'insieme delle specie appartenenti ad un superiore *taxon* o ad una parte designata di detto *taxon*.

2. L'abbreviazione « spp » serve a designare tutte le specie di un *taxon* superiore.

3. Altri riferimenti ai *taxa* superiori alle specie hanno solo il fine di servire da informazione o classificazione.

4. Un asterisco (*) posto vicino al nome di una specie o di un *taxon* superiore indica che una o più popolazioni geograficamente separate, sottospecie o specie di detto *taxon* si trovano incluse nell'Appendice II e che le suddette popolazioni, sottospecie o specie si trovano escluse dall'Appendice I.

5. Il simbolo (—) seguito da un numero posto a fianco al nome di una specie o di un *taxon* superiore indica la esclusione dalla specie o dal *taxon* superiore di popolazione geograficamente isolate, sottospecie o specie designate come segue:

- 101 *Lemur catta*
- 102 Popolazione australiana

6. Il segno (+) seguito da un numero posto a fianco del nome di una specie significa che soltanto una popolazione geograficamente isolata, o sottospecie designata della detta specie è inclusa nella presente Appendice, come segue:

+ 201 Popolazione italiana solamente

7. Il segno (/) situato avanti al nome di una specie o di un *taxon* superiore indica che le specie in questione sono protette conformemente al programma del 1972 della Commissione internazionale per la regolamentazione della caccia alla balena.

(*Seguono i nomi delle specie*).

APPENDICE II

Interpretazione:

1. Le specie che figurano nella presente Appendice sono indicate:

a) secondo il nome della specie; oppure

b) secondo l'insieme delle specie appartenenti ad un superiore *taxon* o parte designata di detto *taxon*.

2. L'abbreviazione « spp » serve a designare tutte le specie d'un *taxon* superiore.

3. Altri riferimenti ai *taxa* superiori alle specie hanno solo il fine di servire da informazione o classificazione.

4. Un asterisco (*) posto vicino al nome d'una specie o di un *taxon* superiore indica che una o più popolazioni geograficamente isolate, sottospecie o specie di detto *taxon* figurano nell'Appendice I e che queste popolazioni, sottospecie o specie sono escluse dall'Appendice II.

5. Il segno (//) seguìto da un numero posto davanti al nome di una specie o di un *taxon* superiore serve a designare parti o prodotti che sono specificati in relazione a ciò agli scopi della presente Convenzione come segue:

// 1 indica le radici
// 2 indica il legname
// 3 indica tronchi

6. Il simbolo (–) seguìto da un numero posto a fianco al nome di una specie o di un *taxon* superiore indica l'esclusione da quella specie di *taxon* superiore di popolazioni geograficamente isolate, sottospecie, specie o gruppi di specie designati, come segue:

— 101 specie non succulente

7. Il segno (+) seguìto da un numero posto avanti al nome di una specie o di un taxon superiore significa che soltanto popolazioni geograficamente isolate, sottospecie o specie della detta specie o del detto *taxon* superiore sono incluse nella presente Appendice come segue:

+ 201 Tutte le sottospecie dell'America del Nord
+ 202 Specie della Nuova Zelanda
+ 203 Tutte le specie della famiglia nelle due Americhe
+ 204 Popolazione australiana

(*Seguono i nomi delle specie*).

APPENDICE IV

CONVENZIONE SUL COMMERCIO INTERNAZIONALE DI SPECIE
DI FAUNA E FLORA SELVATICHE MINACCIATE DI ESTINZIONE

PERMESSO DI ESPORTAZIONE N. ....

Paese esportatore: *Valido fino al:* (*data*)

Il presente permesso viene rilasciato a ....

domiciliato a ....

il quale dichiara di conoscere le disposizioni della Convenzione, per l'esportazione di: ....

(specimen(s), o parte(i), o prodotto(i) di specimen(s)) (1)

di una specie iscritta nell'Appendice I, Appendice II, Appendice III (2) della Convenzione come precisato più sotto

(allevato in cattività o coltivato in ....) (2)

Questo(questi) specimen(s) è(sono) diretto(i) a:

indirizzo Paese

.............................., lì ....

(firma del titolare del permesso)

.............................., lì ....

(Timbro e firma dell'Autorità amministrativa che rilascia il permesso di esportazione)

---

(1) indicare il tipo di prodotto
(2) cancellare la menzione inutile

Descrizione dello specimen(s) o parte(i) o prodotto(i) del(degli) specimen(s) comprendendo ogni marca apposta ai medesimi:

Specimen viventi: *Specie* (Nome scientifico e nome comune)	*Numero*	*Sesso*	*Dimensioni* (o volume)	*Marca* (se del caso)

Parti o prodotti: *Specie* (nome scientifico e nome comune)	*Quantità*	*Tipo di mercanzia*	*Marca* (se del caso)

Timbro delle autorità che hanno effettuato l'ispezione:

a) all'esportazione

b) all'importazione *

* Questo timbro rende il presente permesso inutilizzabile per qualsiasi ulteriore fine commerciale, mentre il presente permesso dovrà essere consegnato all'Autorità amministrativa.

(Seguono le firme)

LEGGE 19 dicembre 1975, n. **875.**

Accettazione ed esecuzione degli emendamenti alla convenzione del 12 maggio 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine, adottati a Londra il 12 e il 15 ottobre 1971

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare gli emendamenti alla convenzione del 12 maggio 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine, adottati a Londra il 12 e il 15 ottobre 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo XVI della convenzione menzionata all'articolo 1.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 dicembre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — GIOIA

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

AMENDEMENTS
à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, modifiée en 1969, relatifs à la protection du récif de la Grande-Barrière

RÉSOLUTION A. 232 (VII)
adoptée le 12 octobre 1971

L'Assemblée,

Considerant les dispositions de l'article 16 *i*) de la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, qui a trait aux fonctions de l'Assemblée,

Reconnaissant que le récif de la Grande-Barrière, chaîne ininterrompue d'îlots et de récifs de corail vivant qui s'étendent sur une distance d'environ 1.250 milles entre les parallèles 9° S et 24° S et jusqu'à 145 milles marins du littoral australien, est une région d'un intérêt scientifique exceptionnel et d'une importance primordiale sur le plan international, notamment dans le domaine du tourisme,

Etant donné que le Gouvernement de l'Australie se préoccupe vivement de maintenir le récif de la Grande-Barrière dans son état naturel et de le protéger de la pollution sous toutes ses formes et, en particulier, de celle qui est due aux hydrocarbures ou mélanges d'hydrocarbures rejetés par les navires, même en quantités réduites,

Rappelant la définition de l'expression « à partir de la terre la plus proche » qui figure à l'Annexe *A*, paragraphe 1), de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et qui a été formulée à nouveau dans le texte modifié de l'article I de la Convention adoptée par l'Assemblée dans la résolution A. 175 (VI) du 21 octobre 1969,

Considerant en outre qu'à l'article XVI de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, il est prévu des procédures d'amendement qui comportent une participation de l'Organisation,

Ayant examiné les amendements à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, modifiée en 1969 par la résolution A. 175 (VI), qui font l'objet d'une recommandation adoptée par le Comité de la sécurité maritime à sa vingt-troisième session, conformément à l'article XVI de cette Convention, et visant à protéger la région connue sous le nom de récif de la Grande-Barrière des effets de la pollution par les hydrocarbures,

Adopte les amendements suivants aux articles de la Convention (modifiée en 1969) dont les textes sont joints à la présente résolution:

a) remplacement à l'article I de la définition de l'expression: « à partir de la terre la plus proche » par une nouvelle définition;

b) remplacement de l'alinéa iv) de l'article III, paragraphe *a*) par un nouvel alinéa,

Demande au Secrétaire général de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'article XVI, alinéa 2) *a*), de communiquer des copies certifiées conformes de cette résolution à tous les Gouvernements parties

à la Convention internationale de 1954 pour la prévention des eaux de la mer par les hydrocarbures et des exemplaires de cette même résolution à tous les Membres de l'Organisation,

Invite tous les Gouvernements intéressés à accepter l'amendement aussitôt que possible après l'entrée en vigueur officielle des amendements à la Convention adoptés le 21 octobre 1969 par la résolution A. 175 (VI),

Invite en outre les Gouvernements qui ont donné effet, sur le plan national, aux amendements à la Convention adoptés par l'Assemblée le 21 octobre 1969, à appliquer également les dispositions ci-jointes, qui ont trait à la protection du récif de la Grande-Barrière.

ANNEXE

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1954 POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER PAR LES HYDROCARBURES (MODIFIEE EN 1969)

Article premier.

A l'article premier, remplacer par ce qui suit la définition actuelle de l'expression: « à partir de la terre la plus proche »:

« a partir de la terre la plus proche »: à partir de la ligne de base qui sert à déterminer la mer territoriale du territoire en question conformément à la Convention de Genève de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë; aux fins, toutefois, de la présente Convention, l'expression « à partir de la terre la plus proche » de la côte nord-est de l'Australie signifie à partir d'une ligne tracée d'un point de latitude 11° S et de longitude 142° 08' E sur la côte d'Australie jusqu'à un point de latitude 10° 35' S et de longitude 141° 55' E, puis entre les points suivants:

latitude 10° 00' S et longitude 142° 00, E
latitude 9° 10' S et longitude 143° 52' E
latitude 9° 00' S et longitude 144° 30' E
latitude 13° 00' S et longitude 144° 00' E
latitude 15° 00' S et longitude 146° 00' E
latitude 18° 00' S et longitude 147° 00' E
latitude 21° 00' S et longitude 153° 00' E

et enfin jusqu'à un point de latitude 24° 42' S et de longitude 153° 15' E sur la côte australienne.

Article III.

Le libellé actuel de l'alinéa iv) de l'article III, paragraphe *a*), est remplacé par le suivant:

iv) le rejet s'effectue le plus loin possible de la terre la plus proche.

AMENDEMENTS
à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures relatifs à la disposition des citernes et à la limitation des dimensions des citernes

RÉSOLUTION A. 246 (VII)

adoptée le 15 octobre 1971

L'Assemblée,

Considerant les dispositions de l'article 16, alinéa *i*) de la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime qui ont trait aux fonctions de l'Assemblée,

Consciente du fait qu'il incombe à l'Organisation de prende des mesures efficaces pour prévenir et combattre la pollution du milieu marin qui peut résulter des activités maritimes,

Reconnaissant que, malgré l'adoption par l'Organisation de diverses mesures visant à prévenir les abordages et échouements de navires, on ne peut éliminer entièrement les risques d'accident pouvant entraîner des fuites d'hydrocarbures, mais soucieuse de limiter autant que possible les dommages subis de ce fait par le milieu,

Reconnaissant également que si l'on construit des navires-citernes de grandes dimensions pour le transport des hydrocarbures sans prendre de mesures pour régir les dimensions ou la disposition intérieure des citernes à cargaison, un seul accident peut entraîner une pollution grave du milieu,

Ayant examiné les recommandations relatives à la disposition des citernes et à la limitation des dimensions des citernes élaborées par le Comité de la sécurité maritime lors de sa vingt-troisième session,

Estimant que le meilleur moyen de garantir la mise en oeuvre de telles mesures sur le plan mondial est de modifier les dispositions de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures,

Notant qu'à l'article XVI de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, il est prévu des procédures d'amendement qui impliquent une participation de l'Organisation,

Adopte les amendements aux articles et Annexes de ladite Convention dont les textes sont joints à la présente résolution, à savoir:

a) l'adjonction d'un nouvel article VI-*bis*; et

b) l'adjonction d'une nouvelle Annexe *C*,

Demande au Secrétaire général de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'article XVI, alinéa 2 *a*), de communiquer, pour examen et acceptation, des copies certifiées conformes de la présente résolution et de ses annexes à tous les Gouvernements parties à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et des exemplaires de ces mêmes documents à tous les Membres de l'Organisation,

Invite tous les Gouvernements intéressés à accepter les amendements à une date aussi rapprochée que possible, et

Decide, conformément aux dispositions de l'article XVI, paragraphe 5, que ces amendements revêtent une importance telle que tout Gouvernement contractant cessera d'être partie à la Convention à l'expiration d'un délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur des amendements, s'il a fait une déclaration en application du paragraphe 4 de l'article XVI et s'il n'a pas accepté les amendements dans le délai susvisé.

ANNEXE I

Ajouter le nouvel article VI-*bis* suivant:

ARTICLE VI-*bis*.

1. Tout navire-citerne auquel la présent Convention s'applique et dont il est passé commande après l'entrée en vigueur du présent article doit être construit conformément aux dispositions de l'Annexe C. En outre, tout navire-citerne auquel la présente Convention s'applique et dont il est passé commande ou, en l'absence de commande, dont la quille est posée ou qui atteint un état équivalent de construction, antérieurement au jour d'entrée en vigueur du présent article, doit être rendu conforme aux dispositions de l'Annexe C, dans un délai de deux ans après la date susvisée, s'il appartient à l'une des deux catégories suivantes:

a) navires-citernes dont la livraison est postérieure au 1er janvier 1977;

b) navires-citernes qui remplissent simultanément les conditions suivantes:

i) la livraison n'est pas postérieure au 1er janvier 1977;

ii) la commande est postérieure au 1er janvier 1972, ou s'il n'a pas été passé de commande antérieurement, la quille est posée postérieurement au 30 juin 1972 ou le navire-citerne n'atteint un état équivalent de construction qu'après cette date.

2. Un navire-citerne qui est tenu, en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, d'être construit conformément à l'Annexe C et est ainsi construit doit avoir à son bord un certificat de conformité délivré par le Gouvernement contractant responsable ou avec son autorisation. Un navire-citerne qui, en vertu du paragraphe 1 du présent article, n'est pas tenu d'être construit conformément à l'Annexe C doit avoir à son bord un certificat à cet effet délivré par le Gouvernement contractant responsable ou avec son autorisation. Si le navire-citerne est construit conformément à l'Annexe C sans y être tenu, il peut avoir à son bord un certificat de conformité délivré par le Gouvernement contractant responsable ou avec son autorisation. Les Gouvernements contractans n'autorisent pas les navires-citernes battant leur pavillon à naviguer s'il ne leur a pas été délivré un tel certificat.

3. Les certificats délivrés sous l'autorité d'un Gouvernement contractant sont acceptés par les autres Gouvernements contractans ed considérés comme ayant la même valeur que les certificats délivrés par eux-mêmes pour tout ce qui concerne les objectifs de la présente Convention.

4. Si un Gouvernement contractant a des raisons précises de croire qu'un navire-citerne tenu, en vertu du paragraqhe 1 du présent article, d'être construit conformément à l'Annexe C et qui touche un port situé sur son territoire ou utilise une installation terminale au large des côtes qui relèvent de sa compétence ne satisfait pas vraiment aux dispositions

de l'Annexe C, il peut demander à consulter le Gouvernement dans l'Etat duquel le navire-citerne est immatriculé. Si, à l'issue de cette consultation, le Gouvernement contractant est convaincu que le navire-citerne n'est pas conforme aux dispositions de l'Annexe C, il peut pour cette raison lui refuser l'accès des ports situés dans ses eaux territoriales ou des installations terminales au large des côtes qui relèvent de sa competence jusqu'à ce qu'il soit convaincu que le navire en question est conforme auxdites dispositions.

ANNEXE II

Ajouter la nouvelle Annexe C suivante:

ANNEXE C

PROPOSITION RELATIVE A LA DISPOSITION DES CITERNES ET A LA LIMITATION DE LEURS DIMENSIONS

1. *Etendue hypothétique de la brèche*

Dans les paragraphes suivants, on s'est fondé sur des brèches parallélépipédiques de trois dimensions dans le cas d'un abordage ainsi que dans le cas d'un échouement. Dans ce dernier cas, on a envisagé deux états distincts d'avarie qui sont appliqués séparément aux parties indiquées du navire. Ces valeurs correspondent à la brèche hypothétique maximale due à des accidents de cette nature et doivent être utilisées pour déterminer, en les appliquant par tâtonnement, à tous les emplacements possibles, la combinaison la plus défavorable des compartiments qui pourraient être endommagés.

1. 1 *Abordage*

Longueur (l_c)	: $\frac{1}{3} L^{\frac{2}{3}}$	ou 14,5 mètres si cette dimension est inférieure
Profondeur (t_c) mesurée à partir du bordé perpendiculairement au plan axial du navire au niveau de la ligne de charge	: $\frac{B}{5}$	ou 11,5 mètres si cette dimension est inférieure
Hauteur (v_c)	: à partir de la ligne de référence sans limite supérieure	

1. 2 *Echouement*

	Sur une longueur de 0,3L mesurée à partir de la perpendiculaire avant du navire	Toute autre partie du navire
Longueur (l_s)	: $\frac{L}{10}$	5 mètres
Profondeur (t_s)	: $\frac{B}{6}$ ou 10 mètres si cette dimension est inférieure	5 mètres
Hauteur (v_s) a partir de la ligne de reference	: $\frac{B}{15}$ ou 6 mètres, si cette dimension est inférieure, pour n'importe quelle partie du navire	

L, B (en mètres) et la perpendiculaire sont définis à la règle 3 de la Convention de 1966 sur les lignes de charge .

2. *Fuites hypothétiques d'ydrocarbures émanant des citernes présumées en état d'avarie à la suite de l'accident*

Les fuites hypothétiques d'hydrocarbures dues à un abordage (O_c) ou à un échouement (O_s) sont calculées à l'aide de la formule suivante pour les compartiments endommagés et pour chaque emplacement hypothétique de la brèche indiqué à la section 1.

2. 1 *Abordage*

$$O_c = \Sigma W_i + \Sigma K_i C_i \qquad (1)$$

2. 2 *Echouement*

$$O_s = \frac{1}{3} (\Sigma Z_i W_i + \Sigma Z_i C_i) \qquad (2)$$

Dans ces formules:

W_i = volume en mètres cubes d'une citerne latérale en état d'avarie après l'accident hypothétique de la section 1; W_i d'une citerne de ballast propre peut être pris égal à zéro,

C_i = volume en mètres cubes d'une citerne centrale en état d'avarie après l'accident hypothétique de la section 1; C_i d'une citerne de ballast propre peute être pris égal à zéro,

$K_i = 1 - \frac{b_i}{t_c}$; lorsque b_i est égale ou superieur à t_c, K_i doit être pris égal à zéro,

$Z_i = 1 - \frac{h_i}{v_s}$; lorsque h_i est égal ou superieur à v_s, Z_i doit être pris égal à zéro,

b_i = largeur en mètres de la citerne latérale considérée,

h_i = hauteur minimale en mètres des doubles fonds considérés. Lorsqu'il n'existe pas de doubles fonds, h_i doit être pris égal à zéro,

citerne latérale = toute citerne adjacente au bordé du navire,

citerne centrale = toute citerne située à l'intérieur d'une cloison longitudinale.

2. 3 *Dispositions particulières*

2. 3. 1 Si un espace vide ou une citerne de ballast propre dont la longueur est inférieure à la longueur l_c définie à la section 1. 1 se situe entre des citernes latérales d'hydrocarbures, la valeur de O de la formule (1) peut être calculée en prenant le volume W_i égal au volume réel de l'une des deux citernes adjacentes à l'espace considéré (lorsqu'elles ont la même capacité) ou de la plus petite de celles-ci (si elles n'on pas la même capacité) multiplié par S_i défini ci-après, et en prenant pour toutes les autres citernes latérales touchées par l'abordage la valeur du volume totale réel.

$$S_i = 1 - \frac{l_i}{l_c}$$

Dans cette formule : l_i = longueur en mètres de l'espace vide ou de la citerne de ballast propre considéré.

2. 3. 2 *a*) Il n'y a lieu de tenir compte des citernes de doubles fonds vides ou transportant de l'eau propre que lorsque les citernes situées au-dessus contiennent une cargaison.

b) Lorsque les doubles fonds ne s'étendent pas sur toute la longueur et sur toute la largeur de la citerne considérée, on estime qu'il n'y a pas de doubles fonds et il convient alors d'inclure dans la formule (2) le volume des citernes situées au-dessus de la brèche due à un échouement, même si on ne considère pas la citerne comme endommagée, en raison de la présence de ces doubles fonds partiels.

c) Il n'y a pas lieu de tenir compte des puisards dans le calcul de la valeur de h_i lorsque ceux-ci ont une surface qui n'est pas excessive et ont une hauteur minimale, par rapport à la citerne, en tout cas inférieure à la moitié de celle des doubles fonds. Si la hauteur d'un puisard est supérieure à la moitié de celle des doubles fonds, h_i doit être pris égal à la hauteur des doubles fonds moins celle du puisard.

Les tuyautages desservant ces puisards doivent, s'ils sont installés à l'intérieur des doubles fonds, être pourvus de soupapes ou autres dispositifs de fermeture au point où ils pénètrent dans la citerne desservie, pour empêcher toute fuite d'hydrocarbures en cas d'avarie aux tuyautages lors d'un échouement. Ces tuyautages doivent être aussi éloignés que possible du bordé des fonds du navire.

2. 3. 3 Lorsque la brèche due à un échouement atteint simultanément quatre citernes centrales, la valeur de O_s peut être calculée d'après la formule:

$$O_s = \frac{1}{4} (\Sigma Z_i W_i + \Sigma Z_i C_i) \qquad (3)$$

2. 3. 4 Une Administration peut considérer comme réduisant les fuites d'hydrocarbures dans le cas d'un échouement un dispositif de transfert de la cargaison ayant en cas d'urgence une forte puissance d'aspiration dans chaque citerne à cargaison et capable de transférer les hydrocarbures d'une ou plusieurs citernes endommagées vers des citernes de ballast isolées ou vers les citernes à cargaison disponibles, si on peut s'assurer que ces dernières ont une profondeur suffisante. Cette hypothèse n'est toutefois valable que s'il est possible de transférer en deux heures un volume d'hydrocarbures égal à la moitié de la capacité de la plus grande des citernes endommagées et si les citernes de ballast ou à cargaison peuvent absorber ce volume. De plus, elle ne peut adopter cette hypothèse que pour autoriser le calcul de O_s d'après la formule (3). Les tuyautages d'aspiration doivent être installés à une hauteur au moins égale à la hauteur de la brèche due à un échouement (v_s).

L'Administration doit communiquer à l'Organisation les renseignements sur les dispositions qu'elle adopte, aux fins de diffusion aux autres Gouvernements.

3. *Limitations des dimensions des citernes à cargaison*

3. 1 *Limitation des fuites hypothétiques d'hydrocarbures*

Les fuites hypothétiques d'hydrocarbures O_c et O_s calculées suivant les formules de la section 2 ne doivent pas dépasser 30.000 mètres cubes ou 400 $\sqrt[3]{DW}$ si cette dernière valeur est supérieure, sous réserve d'un maximum de 40.000 mètres cubes, DW représentant le port en lourd du navire exprimé en tonnes métriques.

3. 2 *Limitation du volume de chaque citerne prise séparément*

Le volume d'une citerne latérale ne doit pas dépasser soixante quinze pour cent des limites prévues au paragraphe 3. 1 pour les fuites hypothétiques d'hydrocarbures. Le volume d'une citerne centrale ne doit pas dépasser 50.000 métres cubes.

3. 3 *Limitation de la longueur des citernes*

La longueur de chaque citerne ne doit pas dépasser 10 mètres ou l'une des valeurs suivantes si ces valeurs sont supérieures:

a) s'il n'existe pas de cloison longitudinale:

0,1L

b) lorsqu'il n'existe qu'une cloison longitudinale dans l'axe du navire:

0,15L

c) lorsqu'il existe deux rangées ou plus de cloisons longitudinales:

i) pour les citernes latérales:

0,2L

ii) pour les citernes centrales:

1) si $\frac{b_i}{B}$ est égal ou supérieur à $\frac{1}{5}$:

0,2L

2) si $\frac{b_i}{B}$ est inférieur à $\frac{1}{5}$:

– lorsqu'il n'existe pas de cloison axiale:

$$\left(0,5\frac{b_i}{B} + 0,1\right)L$$

– lorsqu'il existe une cloison axiale:

$$\left(0,25\frac{b_i}{B} + 0,15\right)L$$

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli nelle lingue indicate nella convenzione del 12 maggio 1954.

EMENDAMENTI
alla Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, 1954 (modificata nel 1969), relativi alla protezione della scogliera della Grande Barriera

RISOLUZIONE A. 232 (VII)
adottata il 12 ottobre 1971

L'Assemblea,

Considerando le disposizioni dell'articolo 16 *i*) della Convenzione sull'Organizzazione intergovernativa consultiva per la navigazione marittima, relativa alle funzioni dell'Assemblea,

Riconoscendo che la scogliera della Grande Barriera, catena ininterrotta di isolotti e scogli di corallo vivo che si estendono su di una distanza di circa 1250 miglia tra i paralleli 9 sud e 24 sud sino a 145 miglia marine dal litorale australiano, è una regione che presenta eccezionale interesse scientifico e fondamentale importanza sul piano internazionale, particolarmente in campo turistico,

Avuto riguardo alla seria preoccupazione espressa dal Governo australiano perché la scogliera della Grande Barriera sia mantenuta nel suo stato naturale e protetta dall'inquinamento in tutte le sue forme e, in particolare, da quella causata da idrocarburi o da miscele degli stessi scaricati dalle navi anche in quantità ridotte,

Ricordando la definizione dell'espressione « a partire dalla più vicina terraferma » che figura nell'allegato A (1) della Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, del 1954, che è stata riformulata nel testo modificato dell'articolo I della Convenzione adottata dall'Assemblea nella risoluzione A. 175 (VI) del 21 ottobre 1969,

Considerando inoltre che l'articolo XVI della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, prevede delle procedure di modifica che comportano una partecipazione dell'Organizzazione,

Avendo esaminato gli emendamenti alla Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, modificata nel 1969 dalla risoluzione A. 175 (VI), oggetto di una raccomandazione adottata dal Comitato della sicurezza marittima nel corso della sua ventitreesima sessione, in conformità dell'articolo XVI di tale Convenzione, volti a proteggere la regione conosciuta sotto il nome di scogliera della Grande Barriera dagli effetti dell'inquinamento da idrocarburi,

Adotta i seguenti emendamenti degli articoli della Convenzione (modificata nel 1969) i cui testi sono allegati alla presente risoluzione:

a) sostituzione all'articolo I della definizione « a partire dalla più vicina terraferma », con una nuova definizione;

b) sostituzione del sottoparagrafo iv) dell'articolo III, paragrafo *a*), con un nuovo sottoparagrafo.

Chiede al Segretario generale dell'Organizzazione, in conformità delle disposizioni del sottoparagrafo 2) *a*) dell'articolo XVI, di inviare copie certificate conformi di tale risoluzione a tutti i Governi parti della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dell'inquinamento delle acque marine da idrocarburi nonché degli esemplari di questa stessa risoluzione a tutti i Membri dell'Organizzazione,

Invita tutti i Governi interessati ad accettare il più presto possibile, l'emendamento, dopo l'entrata in vigore ufficiale degli emendamenti della Convenzione adottati il 21 ottobre 1969 con la risoluzione A. 175 (VI),

Invita inoltre i Governi che hanno applicato, sul piano interno, gli emendamenti della Convenzione, adottati dall'Assemblea il 21 ottobre 1969 ad applicare anche le allegate disposizioni relative alla protezione della scogliera della Grande Barriera.

ALLEGATO

EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1954 PER LA PREVENZIONE DALL'INQUINAMENTO DELLE ACQUE MARINE DA IDROCARBURI (MODIFICATA NEL 1969)

ARTICOLO PRIMO.

All'articolo primo, il testo attuale della definizione « a partire dalla più vicina terraferma » viene sostituito dal seguente:

« a partire dalla più vicina terraferma »: a partire dalla linea di base che serve a determinare il mare territoriale del territorio in questione, in conformità della Convenzione di Ginevra del 1958 sul mare territoriale e la zona contigua; tuttavia ai fini della presente Convenzione, l'espressione « a partire dalla più vicina terraferma » dalla costa nord orientale dell'Australia significa a partire da una linea tracciata da un punto di latitudine 11 Sud e di longitudine 142° 08' Est sulla Costa australiana sino ad un punto di latitudine 10° 35' Sud e di longitudine 141° 55' Est. E inoltre tra i seguenti punti:

Latitudine 10° 00' Sud e longitudine 142° 00' Est
Latitudine 9° 10' Sud e longitudini 143° 52' Est
Latitudine 9° 00 Sud e longitudine 144° 30' Est
Latitudine 13° 00' Sud e longitudine 144° 00' Est
Latitudine 15° 00' Sud e longitudine 146° 00' Est
Latitudine 18° 00' Sud e longitudine 147° 00' Est
Latitudine 21° 00' Sud e longitudine 153° 00' Est

ed infine sino ad un punto di latitudine 24° 42' Sud e di longitudine 153° 15' Est sulla costa australiana.

ARTICOLO III.

Il testo attuale del sottoparagrafo iv) dell'articolo III, paragrafo *a*), viene sostituito dal seguente:

iv) lo scarico viene effettuato il più lontano possibile dalla vicina terraferma.

EMENDAMENTI

alla Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi, 1954, relativi alle disposizioni sulle cisterne ed alla limitazione delle dimensioni delle cisterne stesse

RISOLUZIONE A. 246 (VII)
adottata il 15 ottobre 1971

L'Assemblea,

Considerando le disposizioni dell'articolo 16 *i*) della Convenzione relativa alla creazione dell'Organizzazione intergovernativa consultiva per la navigazione marittima, circa le funzioni dell'Assemblea,

Conscia della responsabilità dell'Organizzazione circa l'adozione di efficaci misure atte a prevenire e a combattere l'inquinamento dell'ambiente marino che può derivare dalle attività marittime,

Riconoscendo che, malgrado l'adozione, da parte dell'Organizzazione, di varie misure intese a prevenire le collisioni e gli incagliamenti delle navi, non si possono eliminare del tutto i rischi di incidenti suscettibili di comportare fughe di idrocarburi, desiderando limitare il più possibile i danni che a motivo di ciò, deriverebbero all'ambiente,

Riconoscendo inoltre che, quando si costruiscono navi cisterna di grandi dimensioni per il trasporto degli idrocarburi senza adottare misure per regolarne le dimensioni o la disposizione interna delle cisterne da carico, anche un solo incidente può comportare un serio inquinamento dello ambiente,

Avendo esaminato le raccomandazioni relative alle disposizioni sulle cisterne e alla limitazione delle dimensioni delle cisterne, elaborati dal Comitato di sicurezza marittima nel corso della sua ventitreesima sessione,

Ritenendo che il mezzo migliore per garantire l'attuazione di tali misure sul piano mondiale sia quello di modificare le disposizioni della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine,

Rilevando che l'articolo XVI della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi prevede delle procedure di modifica che implicano una partecipazione dell'Organizzazione,

Adotta gli emendamenti agli articoli ed agli allegati alla detta Convenzione i cui testi sono uniti alla presente risoluzione, e cioè:

a) l'aggiunta di un nuovo articolo VI-*bis*; e
b) l'aggiunta di un nuovo allegato *C*,

Chiede al Segretario generale dell'Organizzazione, in conformità delle disposizioni del sottoparagrafo 2 *a*) dell'articolo XVI, di comunicare, perché vengano esaminate ed accettate, delle copie certificate conformi della presente risoluzione e dei suoi allegati a tutti i Governi parti della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi e degli esemplari degli stessi documenti a tutti i Membri dell'Organizzazione,

Invita tutti i Governi interessati ad accettare gli emendamenti al più presto possibile, e

Decide, conformemente alle disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo XVI, che i suddetti emendamenti sono di tale importanza che ogni Governo contraente cesserà di essere parte della Convenzione allo spirare di un termine di dodici mesi a partire dalla data di entrata in vigore degli emendamenti, nel caso in cui abbia fatto una dichiarazione in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo XVI e non abbia accettato gli emendamenti entro il termine summenzionato.

ALLEGATO I

Aggiungere il seguente nuovo articolo VI-*bis*:

ARTICOLO VI-*bis*.

1. Ogni nave cisterna alla quale si applichi la presente Convenzione il cui contratto di costruzione sia stipulato dopo l'entrata in vigore del presente articolo deve essere costruita in conformità delle disposizioni dell'Allegato C. Inoltre, ogni nave-cisterna alla quale si applichi il contratto di costruzione, o, in assenza di un contratto di costruzione, la cui chiglia sia impostata, o che sia in un analogo stadio di costruzione, anteriormente al giorno di entrata in vigore del presente articolo, deve essere resa conforme alle disposizioni dell'Allegato C, entro un termine di due anni a partire dalla data summenzionata, se appartiene ad una delle due seguenti categorie:

a) navi-cisterna la cui consegna avverrà dopo il 1° gennaio 1977;

b) navi-cisterna che soddisfino al tempo stesso le seguenti condizioni:

i) la consegna non sia posteriore al 1° gennaio 1977;

ii) il contratto di costruzione è posteriore al 1° gennaio 1972 o, nei casi in cui non sia stato stipulato in precedenza alcun contratto di costruzione, la chighia sia stata impostata dopo il 30 giugno 1972, o la nave-cisterna non abbia raggiunto un equivalente stadio di costruzione che dopo tale data.

2. Una nave-cisterna che in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, deve essere costruita in conformità dell'Allegato C e che sia così costruita, deve avere a bordo un certificato che accerti tale conformità, rilasciato dal Governo contraente o con la sua autorizzazione. Una nave-cisterna che, in base al paragrafo 1 del presente articolo, non sia tenuta ad essere costruita in conformità dell'Allegato C deve avere a bordo un certificato rilasciato a tal fine dal Governo contraente responsabile o con la sua autorizzazione. Se la nave-cisterna è costruita conformemente all'Allegato C senza essere tenuta ad esserlo, può avere a bordo un certificato che ne attesti la conformità, rilasciato dal Governo contraente responsabile o con la sua autorizzazione. I Governi contraenti non autorizzeranno le navi-cisterna battenti la loro bandiera a navigare se non è stato rilasciato un tale certificato.

3. I certificati rilasciati con l'autorizzazione di un Governo contraente sono accettati dagli altri Governi contraenti e considerati come aventi lo stesso valore dei certificati rilasciati da essi stessi per tutto quanto concerne gli obiettivi della presente Convenzione.

4. Se un Governo contraente ha fondati motivi per ritenere che una nave-cisterna tenuta, in base al paragrafo 1 del presente articolo, ad essere costruita in conformità dell'Allegato C e che faccia scalo in un porto situato sul suo territorio o utilizzi un ormeggio in mare aperto al largo delle coste sotto il suo controllo, non risponde in realtà alle disposizioni dello

Allegato C, può chiedere di consultare il Governo dello Stato nel quale è stata immatricolata la nave-cisterna in questione. Se, dopo tale consultazione, il Governo contraente è convinto che la nave-cisterna non è conforme alle disposizioni dell'Allegato C, può per tale motivo rifiutare ad essa l'accesso ai porti situati nelle sue acque territoriali o alle installazioni di ormeggio al largo delle coste sotto il suo controllo, sino a quando non sia convinto che la nave in questione risponde alle dette disposizioni.

ALLEGATO II

Aggiungere il seguente nuovo allegato C:

ALLEGATO C

PROPOSTA RELATIVA ALLA DISPOSIZIONE DELLE CISTERNE E ALLA LIMITAZIONE DELLE LORO DIMENSIONI

1. *Presunta estensione del danno.*

Nei paragrafi che seguono viene presunta l'esistenza di una falla parallelepipeda a tre dimensioni, sia nel caso di collisione, sia nel caso di incagliamento. In quest'ultimo caso, sono previste due condizioni distinte di avaria che sono applicate separatamente alle parti indicate della nave. Tali valori corrispondono ad una falla ipotetica massima dovuta ad incidenti di questa natura e devono essere utilizzati per determinare, applicandoli per tentativi, a tutte le zone possibili, la più sfavorevole combinazione dei compartimenti che potrebbero essere danneggiati.

1. 1 *Collisione.*

Lunghezza (l_c)	: $\frac{1}{3} L^{\frac{2}{3}}$	o 14,5 metri, se tale dimensione è inferiore
Profondità (t_c) misurata a partire dalla fiancata perpendicolarmente al piano assiale della nave a livello della linea di carico	: $\frac{B}{5}$	o 11,5 metri, se tale dimensione è inferiore
Altezza (v_c)		a partire dalla linea di riferimento senza limite superiore

1. 2 *Incagliamento*

		Per una lunghezza di 0,3L misurata a partire dalla perpendicolare sul davanti della nave	Ogni altra parte della nave
Lunghezza (l_s)	:	$\frac{L}{10}$	5 metri
Profondità (t_s)	:	$\frac{B}{6}$ o 10 metri se tale dimensione è inferiore	5 metri
Altezza (v_s) a partire dalla linea di riferimento	:	$\frac{B}{15}$ o 6 metri, se tale dimensione è inferiore per qualsiasi parte della nave	

L,B (in metri) e la perpendicolare sono definiti dalla norma 3 della Convenzione del 1966 sulle linee di carico.

2. *Fughe ipotetiche di idrocarburi dalle cisterne presunte in stato di avaria a seguito di incidente.*

Le fughe ipotetiche di idrocarburi imputabili ad una collisione (O_c) o ad un incagliamento (O_s) per i compartimenti danneggiati e per ogni ipotetica posizione della falla di cui alla sezione 1 sono calcolate con le formule seguenti:

2. 1 *Collisione*

$$O_c = \Sigma W_i + \Sigma K_i C_i \qquad (1)$$

2. 2 *Incagliamento*

$$O_s = \frac{1}{3} (\Sigma Z_i W_i + \Sigma Z_i C_i) \qquad (2)$$

In tali formule:

W_i = Volume in metri cubi di una cisterna laterale in stato di avaria dopo l'incidente ipotetico della sezione 1; W_i per una cisterna di zavorra pulita può essere ritenuto uguale a zero,

C_i = Volume in metri cubi di una cisterna centrale in stato di avaria dopo l'incidente ipotetico della sezione 1; C_i di una cisterna di zavorra pulita può essere ritenuto uguale a zero,

$K_i = 1 - \frac{b_i}{t_c}$; quando b_i è uguale o superiore a t_c, K_i deve essere considerato uguale a zero,

$Z_i = 1 - \frac{h_i}{v_s}$; quando h_i è uguale o superiore a v_s, Z_i deve essere ritenuto uguale a zero,

b_i = larghezza in metri della cisterna laterale presa in considerazione,

h_i = altezza minima in metri dei doppi fondi considerati. Ove non esistano doppi fondi h_i deve essere considerato uguale a zero,

cisterna laterale = ogni cisterna adiacente al fascione interno della nave,

cisterna centrale = ogni cisterna situata all'interno di una paratia longitudinale.

2. 3. *Disposizioni speciali*

2. 3. 1 Nel caso in cui vi sia uno spazio vuoto o una cisterna di zavorra pulita la cui lunghezza sia inferiore alla lunghezza l_c di cui alla sezione 1. 1. tra le cisterne laterali di idrocarburi, il valore O_c della formula (1) può essere calcolato prendendo il volume W_i uguale al volume reale di una delle due cisterne adiacenti allo spazio considerato (ove esse abbiano la stessa capacità) o della più piccola di queste (ove non abbiano la stessa capacità) moltiplicato per S_i di cui segue la definizione, prendendo per tutte le altre cisterne laterali interessate dalla collisione il valore del volume totale reale.

$$S_i = 1 - \frac{l_i}{l_c}$$

In questa formula: l_i = lunghezza in metri dello spazio vuoto o della cisterna di zavorra pulita considerata.

2. 3. 2 *a*) I serbatoi dei doppi fondi vuoti o pieni di acqua pulita devono essere presi in considerazione solo quando i serbatoi che li sovrastano contengono il carico.

b) Quando i doppi fondi non si prolungano per tutta la lunghezza e tutta la larghezza del serbatoio di cui trattasi essi non vengono presi in considerazione ed allora conviene includere nella formula (2) il volume dei serbatoi posti sopra la falla dovuta all'incagliamento, anche se il serbatoio non è ritenuto danneggiato a motivo della presenza di tali doppi fondi parziali.

c) Nel calcolo del valore di h_i non occorre tener conto dei pozzetti delle sentine, se questi non hanno grande superficie ed una altezza minima nei confronti dei serbatoi, in ogni caso inferiore alla metà di quella dei doppi fondi. Se l'altezza di un pozzetto è superiore alla metà di quella dei doppi fondi h_i deve essere considerata uguale all'altezza dei doppi fondi meno l'altezza del pozzetto.

Le tubolature di tali pozzetti se installate dentro i doppi fondi, devono essere munite di valvole o di altri dispositivi di chiusura nel punto in cui entrano nel serbatoio per impedire qualsiasi fuga di idrocarburi in caso di danneggiamento alle tubolature in caso di incagliamento. Tali tubolature devono anche essere tenute il più lontano possibile dal fasciame di fondo della nave.

2. 3. 3. Quando la falla dovuta all'incagliamento interessa simultaneamente quattro serbatoi centrali, il valore di O_s può essere calcolato con la seguente formula:

$$O_s = \frac{1}{4} (\Sigma Z_i W_i + \Sigma Z_i C_i) \qquad (3)$$

2. 3. 4. Un'Amministrazione può considerare come atto a ridurre le fughe di idrocarburi, nel caso di un incagliamento, un dispositivo per il trasferimento del carico che abbia, in caso di urgenza, una forte capacità di aspirazione da ogni serbatoio da carico idoneo a trasferire gli idrocarburi da uno o più serbatoi danneggiati verso serbatoi da zavorra isolati o verso serbatoi da carico disponibili, se si possa accertare che questi ultimi abbiano una sufficiente profondità. Questa ipotesi non è valida ove non sia possibile trasferire in due ore un volume di idrocarburi pari alla metà della capienza del più grande dei serbatoi danneggiati, e ove i serbatoi di zavorra o di carico possano assorbire tale volume. Inoltre, tale ipotesi non può essere assunta che per autorizzare il calcolo O_s della formula (3). Le tubolature di aspirazione devono essere installate ad una altezza almeno uguale a quella della falla dovuta all'incagliamento (v_s).

L'Amministrazione deve comunicare all'Organizzazione notizie sulle disposizioni che adotta al fine di diffonderle agli altri Governi.

3. *Limitazioni delle dimensioni dei serbatoi da carico.*

3. 1. *Limitazione delle ipotetiche fughe di idrocarburi.*

Le ipotetiche fughe di idrocarburi O_c e O_s calcolate in base alle formule della sezione 2 non devono superare i 30.000 metri cubi o i $400 \sqrt[3]{DW}$ nel caso in cui tale valore sia più elevato, considerando un massimo di 40.000 metri cubi, ove DW rappresenta la portata lorda della nave in tonnellate metriche.

3. 2. *Limitazione del volume di ogni serbatoio a sé considerato.*

Il volume di un serbatoio laterale non deve superare il settantacinque per cento dei limiti previsti nel paragrafo 3. 1. delle ipotetiche fughe di idrocarburi. Il volume di un serbatoio centrale non deve superare i 50.000 metri cubi.

3. 3. *Limitazione della lunghezza di ogni serbatoio.*

La lunghezza di ogni serbatoio non deve superare i 10 metri o, nel caso in cui siano più elevati, uno dei valori seguenti:

a) se non esistono paratie longitudinali:

$0,1L$

b) se esiste una sola paratia longitudinale sull'asse della nave:

$0,15L$

c) se esistono due o più serie di paratie longitudinali:

i) per i serbatoi laterali:

$0,2L$

ii) per i serbatoi centrali:

1) se $\frac{b_i}{B}$ è uguale o maggiore di $\frac{1}{5}$:

$0,2L$

2) se $\frac{b_i}{B}$ è minore di $\frac{1}{5}$:

quando non vi sono paratie assiali:

$$\left(0,5\frac{b_i}{B} + 0,1\right)L$$

quando vi è una paratia assiale:

$$\left(0,25\frac{b_i}{B} + 0,15\right)L$$

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(6651023/7) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.